Vol. 5, No. 19 • Du 23 au 29 Novembre 2011

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

COMMÉMORATION DE LA BATAILLE DE VERTIÈRES!

Voir page 4

Le monument de Vertières au Cap-Haitien. C'est à Port-au-Prince, dans les aires du Champs de Mars, en présence d'environ 500 personnes, le Président Michel Joseph Martelly a délivré le message de circonstance, sans faire le déplacement sur le lieu historique :Vertières



DÉMISSION DU MINISTRE DE LA JUSTICE!

Voir page 4

Le Président Joseph Michel Martelly (à gauche) et le ministre de la Justice Josué Pierre-Louis, ce dernier vient de démissionner de son poste ce mardi 22 novembre 2011, suite à l'affaire Martelly-Belizaire

Kisa vizit Martelly a nan Kiba pote pou 2 peyi yo?

Page 6



L'USAID dans les Caraïbes et en Amérique centrale

Page 7



Le continent a fait entendre sa voix pour Haïti

Page 10



Décès de Danielle Mitterrand, femme engagée et militante des droits de l'Homme

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Quand cesserons-nous d'être un Etat d'assistés ?

Par Berthony Dupont

Il faudrait certes davantage de recul pour apprécier dans son ensemble le voyage de Martelly à Cuba. En effet, il ne suffit pas simplement d'aller rencontrer les dirigeants révolutionnaires cubains Fidel et Raul Castro, de renforcer l'assistance cubaine en Haiti, pour que les fantoches réactionnaires haïtiens arrêtent le courant qui les précipitera dans les poubelles de l'histoire. Ne sont-ils pas des agents déstabilisateurs stipendiés de l'impérialisme américain et occidental? Ne sont-ils pas des instruments choisis pour assurer et étendre l'hégémonie impériale et coloniale dans le pays ?

A ce compte, est-ce une apparence d'ouverture sur l'île socialiste, par opposition à la dénonciation du blocus des Etats-Unis contre le peuple cubain ? ; dénonciation importante, vu qu'aucun haïtien ne peut oublier, voire ignorer l'aide de la Révolution Cubaine au peuple haïtien, au point de se leurrer à méconnaître que depuis le coup d'Etat de 2004, nous sommes dirigés par des salauds, des escrocs à la solde de l'impérialisme.

Quand même, nous avons pris note et applaudi les déclarations encourageantes de Martelly à l'égard de Cuba ; et pour ne pas laisser la vedette à Martelly, Préval pour sa part, de rectifier qu'il avait également sollicité la levée de l'embargo contre Cuba dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 24 septembre 2010. Bravo pour les soutiens à Cuba ! Mais en réalité, à quoi servent ces déclarations, quand on n'a pas un comportement digne vis-à-vis de son propre pays occupé, humilié, bafoué et exploité. Le peuple haïtien et le peuple cubain luttent pour une même cause. Ils ne sont que des victimes d'un ennemi commun, l'impérialisme américain. Le bon sens nationaliste et populaire rejoint ici les enseignements de l'histoire *« c'est devant sa propre porte qu'il faut d'abord balayer. »* Dénoncer le blocus cubain rime politiquement à mener également et directement la lutte chez soi contre les forces anti-changement et cela constitue le meilleur soutien qu'on puisse donner à tous les peuples en lutte.

A n'en pas douter les chefs d'orchestre changent de temps à autre, mais la musique monotone demeure toujours la même. Ainsi, de Préval à Martelly, différentes manifestations montrent clairement, en effet, que ces valets de l'impérialisme se débattent en tout sens, de tous côtés pour faire semblant de montrer qu'ils veulent adoucir les souffrances du peuple. Mais n'ayant pas de courage, ils n'ont jamais fait ce qu'ils devraient faire, à savoir rompre les liens de domination des puissances exploiteuses, et investir dans les richesses nationales du pays tout en facilitant le développement et l'indépendance économiques en faveur de la population.

En dépit de toutes ces considérations, la visite de la délégation haïtienne à Cuba conduite par Martelly, du fait des engagements de Cuba à continuer d'accompagner le peuple haïtien, a été quand même fructueuse et satisfaisante.

Voyez le contraste avec le ministre des Affaires Etrangères Laurent Lamothe, fer de lance de la politique de courbette. Il s'est senti aux anges quand récemment la Thaïlande lui a remis un chèque de 1 million de dollars dont il était d'ailleurs très fier. Un million ? Une aumône à l'échelle des besoins d'Haïti. Quelle fierté peut-on éprouver à se traîner dans la mendicité, à moins d'être un indigent politique professionnel ?

Ne s'est-on jamais demandé: comment Haiti a pu en arriver là ? Qui nous a déstabilisés par des coups d'Etat à répétition? Qui sont les principaux responsables de nos malheurs, vu qu'à un certain moment Haiti était un phare éclairant le monde de ses rayons de liberté, tout comme Cuba l'est aujourd'hui ?

Il y en a qui ne le se sont pas encore imaginés. Si Cuba a pu arriver à ce niveau d'aide fraternelle à l'endroit d'Haïti, malgré un embargo vieux de plus de 50 ans, c'est qu'il n'y a pas d'autre alternative que son système social de développement. Alors, nous autres qui n'avons aucun embargo économique qui nous étreint, pourquoi sommes nous toujours à la dernière page du livre du développement ? Aller à Cuba c'est bien, fiers de rencontrer Fidel et Raul, c'est magnifique ; mais pourquoi nos dirigeants refusent-ils de suivre leur trace, en épousant comme eux des options concrètes de changement et de liberté, le droit de choisir notre destin, le droit à nous autodéterminer ?

Le 18 novembre, dans son allocution de circonstance, Martelly a souligné que *« l'indépendance d'Haïti, issue de la bataille de Vertières, n'est que virtuelle aujourd'hui avec la présence des soldats étrangers. »* C'est une vérité absolue. Mais qui l'empêche de faire les corrections nécessaires en exigeant le départ des forces occupantes ? Et pourquoi aussi a-t-il conditionné le départ des forces étrangères à la création d'une nouvelle force armée ? En fait qu'est ce que vous concoctez, Monsieur le président ? Nous ne sommes pas contre l'armée en soi, mais ça dépendra de quelle sorte d'armée vous allez établir. Et en regard de vos origines sociale et politique, en aucune façon, vous ne sauriez créer une armée nationale, progressiste, voire révolutionnaire à l'image de l'Armée indigène. Aussi, cette démangeaison de votre part à créer une armée qui ne peut être que dans l'intérêt de votre classe sociale ne nous inspire aucune confiance.

Là où le bat blesse le plus, c'est que la classe dominante n'affiche aucun orgueil nationaliste et patriotique; elle est plus heureuse de se savoir assistée que d'essayer de réaliser quelque chose pour sortir le pays de cet état de misère et de pauvreté dans lequel ses patrons l'entretiennent. En somme, tous les dirigeants haïtiens refusent de tirer une leçon de l'expérience cubaine contrairement à ce que certains pays de l'Amérique Latine font aujourd'hui dans leur propre contexte.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que des experts cubains nous accompagnent mais nous piétinons à cause d'un mal qui ronge encore notre pays, au point où il faille accepter l'imposition d'un Président et d'un Premier ministre. Ce passage ci-dessous, d'un éditorial du journal le Nouvelliste écrit par Lemoine Bonneau, illustre bien la mentalité coloniale de cette classe d'hommes, cette bourgeoisie parasite, patripoche, il est vrai, qui n'a jamais cessé de favoriser une politique d'ouverture vers Washington dans l'espoir d'acquérir une part considérable dans la répartition des richesses du pays et pour ne rien laisser aux masses populaires :

«En prenant l'initiative de condamner l'embargo des Etats-Unis contre Cuba, le président Michel Joseph Martelly s'affirme comme président d'un pays souverain.... Les retombées de la décision de Martelly de condamner l'embargo américain contre Cuba ne seront pas connues dans les jours ni dans les mois qui suivent. Au moment opportun, l'Oncle Sam donnera peut-être à l'actuelle administration haïtienne la monnaie de sa pièce. Michel Martelly avait-il discuté de l'objet de sa visite à Cuba avec le ministre des Affaires étrangères et ses conseillers en relations internationales ? Quelle est l'opportunité d'une telle initiative si l'on doit tenir compte de la coopération haïtiano-américaine dans le contexte de la reconstruction du pays, de l'investissement éventuel des hommes d'affaires américains, etc. »

Avec des dirigeants de la trempe de Préval et de Martelly, encadrés idéologiquement par des journaux comme le Nouvelliste, nous n'avancerons jamais. Ce n'est pas sans raison qu'après l'assassinat de notre héros national Charlemagne Péralte lors de la première occupation américaine, le Nouvelliste avait titré en grande manchette *« Le brigand a été tué, enfin les gens de bien vont pouvoir dormir en paix »*

Avec une telle mentalité à quand la guérison de ce mal qui ronge le pays de Dessalines ?

Un magasin incendié à la Croix des Bouquets

Le matin du vendredi 18 novembre écoulé aux environs de 5hres, un magasin, se trouvant sur la grand rue de la Croix des Bouquets, 18km à l'est de Port-au-Prince, a été incendié. Ce magasin était la propriété de Gérald Brutus, Secrétaire d'Etat de l'Energie du gouvernement de Michel Martelly-Conille.

« Ce matin, aux environs de 5hres, j'ai remarqué une masse de fumée qui venait de la fenêtre d'un de mes magasins sur la Grand Rue. A mon arrivée, le magasin était presqu'entièrement consumé. Les sapeurs et la police s'efforçaient tant bien que mal à limiter les dégâts. Mais faute de moyens et d'accès, ils n'ont pu rien faire. Ce que je comprends dans cette affaire c'est qu'aujourd'hui est 18 novembre, le marché est parti en fumée il y a 2 jours, soit le 16 novembre. Il y a là quelque chose de bizarre. Le gouvernement en entier est solidaire avec moi, La police va conduire ses enquêtes et je suis sûr que la lumière sera faite sur ces crimes. Il y a beaucoup de dégâts matériels.. ».

Le marché de Croix des Bouquets incendié



Un malheureux désastre qui a causé le désarroi des marchands et marchandes, fonctionnant au marché

Dans la nuit du mardi 15 au mercredi 16 novembre écoulé, un violent brasier a incendié le marché de la Croix des Bouquets. Le commissaire du gouvernement de la Croix des Bouquets a ouvert une enquête afin de pouvoir déterminer les origines de l'incendie. Le secteur informel, notamment composé de petits marchands et petites marchandes, est la principale victime.

Des magasins de vêtements, de tissus et de chaussures, sont partis en fumée, un malheureux désastre qui a causé le désarroi des marchands et marchandes, fonctionnant au marché.

Selon une statistique issue des autorités municipales de la ville de Croix des Bouquets, n'ayant pas précisé avec exactitude une estimation des pertes, environ 200 marchandes ont enregistré des pertes énormes lors de ce sinistre, 12% du marché ont été emportés dans les flammes.

Un réseau de gangsters démantelé à Hinche

Dans la nuit du mardi 15 au mercredi 16 novembre dernier, dans le Haut Plateau Central, particulièrement à Hinche, un réseau de gangsters, comportant des jeunes de moins de 25 ans, a été démantelé par les agents de l'Unité départementale de Maintien de l'ordre du département du Centre (UDMO). Ces bandits sont accusés être les auteurs de vols à main armée, de viols et de meurtres dans la ville de Hinche et de ses environs. Selon le Porte-parole de la PNH dans le Plateau Central, Reginald Michel, ce réseau de malfaiteurs dangereux est associé avec d'autres bandits, issus de certains quartiers de Port-au-Prince. Il a aussi cité les noms de Louvens Pierre, alias Joe, Johnny Jean, Servil Brizart et de Menzer Charles, des bandits qui ont le culot d'exécuter leurs forfaits en plein jour ou avant même la tombée de la nuit. Ce sont des spécialistes en la matière, a-t-il ajouté. Ils rançonnent, violent les jeunes filles, exécutent des braquages à répétition. L'un de ces bandits, Johnny Jean, avait été relaché alors que le tribunal l'avait auditionné pour la première fois. Louvens Pierre est celui qui dirige toutes les activités de vol à moto. Autre que ce Johnny Jean libéré de manière très soupçonneuse, tous les autres inculpés, ayant été arrêtés armés de piques, de poignards et d'armes à feu, sont sous les verrous dans le chef lieu du département du Centre et attendent leur jugement. Ils risquent des condamnations à perpétuité et aux travaux forcés.

Des aides anti-choléra détournées par des fonctionnaires de la Croix-Rouge

Deux agents haïtiens, membres de la Croix-Rouge Internationale, Giles Harlande, fonctionnaire de la Croix-Rouge de la Norvège, Jean Marie Antoine agent de la Croix-Rouge de l'Allemagne, ont été arrêtés et incarcérés au département des Nippes depuis le jeudi 12 novembre 2011. Ces 2 corrompus sont accusés d'avoir détourné des produits destinés à la prévention de l'épidémie de choléra. 320 caisses de savons devant desservir le département de la Grande-Anse, dans le cadre de la lutte contre le choléra, ont été emportées par ces 2 escrocs.

Ce dossier de détournements des aides, destinées à la prévention de l'épidémie a été confié au substitut du juge de paix Marcel Calache Joseph, qui a constaté que le vol de 320 caisses de savons a été opéré à partir d'un navire en provenance de Port-au-Prince le 15 novembre dernier.

Par ailleurs, une autre affaire de vol fait partie des dossiers de la justice de la Grande-Anse. Il s'agit bien de 4 responsables départementaux de l'Education nationale, accusés d'avoir détourné des matériels éducatifs destinés aux élèves de la grande Anse. En septembre 2010, un cas de vol du même genre avait été enregistré au département de la Grande Anse par des voleurs des institutions d'Etat qui ont subtilisé 700 draps et 350 kits de cuisine.

Commémoration du 208e anniversaire de la Bataille de Vertières

Par Thomas Péralte

Le vendredi 18 novembre 2011 ramène le 208e anniversaire de la bataille décisive de Vertières, au Cap-Haïtien, Nord d'Haïti, le 18 Novembre 1803 qui aboutit à l'Indépendance d'Haïti, le premier janvier 1804, suite à de rudes batailles menées contre la puissance colonialiste de France. Depuis lors, Vertières fut le lieu traditionnel pour célébrer cette grande bataille anti-colonialiste et anti-esclavagiste.

Quand bien même, cette année, au Cap-Haïtien, outre le Te Deum à la Cathédrale du Cap et les défilés traditionnels, aucune autre activité traditionnelle n'a été réalisée pour marquer réellement cette date. Aucune délégation du pouvoir central n'a été remarquée, les sénateurs du Nord n'étaient pas présents, la place de Vertières n'a pas été décorée comme à l'ordinaire. Des autorités locales : députés, délégué départemental, les agents municipaux du pouvoir central, les directeurs régionaux, après avoir assisté à la messe d'action de grâce se sont rendus à Vertières pour une petite célébration.

En présence des milliers de personnes rassemblées à Vertières, la célébration a été grandement perturbée par une grande manifestation anti-Minustah. Des centaines de manifestants ont vigoureusement investi Vertières avec des pancartes en mains, banderoles sur lesquelles s'inscrivait en grande lettre : « Aba MINUSTAH ». Les manifestants ont fait savoir qu'on ne peut pas célébrer Vertières avec la présence des troupes de l'ONU sur la terre de Jean Jacques Dessalines. La Minustah n'a apporté au peuple haïtien que le Choléra qui a tué plus de 7 mille Haïtiens et infecté plus de 600 mille autres. Sur tous les murs de la place Vertières, les manifestants ont écrit : « MINUSTAH = CHOLERA ! Clinton + CIRH = Occupation ! Abas Bill Clinton ! Vive une Haïti libre de toutes les forces occupantes ! Vive Vertières !... »

Un fait spécial à signaler : on a fait ériger un stand devant le monument des héros de Vertières, empêchant le public de les voir, de les regarder. Au cours de la soirée du jeudi 17 Octobre, constatant ce fait humiliant, des observateurs ont élevé leurs voix pour demander de déplacer le stand leur permettant de visionner et de laisser l'espace libre pour la prise des photos et de les filmer à l'occasion de ce grand jour. Des constructeurs ont été obligés de déplacer le stand pour laisser le Champ libre au public afin de regarder les héros de Vertières.

A Port-au-Prince, dans les aires du Champs de Mars, en présence d'environ 500 personnes, le président de la République, Michel Joseph Martelly a délivré le message de circonstance, sans faire le déplacement pour Vertières. Contrairement à ce qu'il disait concernant la remobilisation des anciennes forces armées d'Haïti, le président Martelly a annoncé la formation d'une commission civile ayant pour mission d'entamer le dialogue avec les secteurs jugés concernés dans ce dossier, pour enfin établir un calendrier aboutissant à la mise en place d'une force de défense nationale. L'arrêté instituant les membres de cette commission sera rendu public sous peu et il a donné 40 jours ou plus à la Commission pour achever leur travail. Et à partir de ce calendrier de remobilisation des Forces armées d'Haïti, on va annoncer un calendrier

Suite à la page (19)



Martelly au Champ de mars commémorant la bataille de Vertières



À Vertières, la célébration a été grandement perturbée par une grande manifestation anti-Minustah

Le coup bas du député Bélizaire !

Au moment de mettre sous presse, nous avons pu suivre avec grand étonnement les déclarations du député Arnel Bélizaire, au moment d'une interview accordée par le parlementaire sur les ondes de Radio pa Nou à Brooklyn, NY, à l'émission "Haiti sous microscope". Le député de Delmas Tabarre Arnel Belizaire qui a été à la base du conflit entre le Parlement et l'Exécutif après son arrestation à l'aéroport le jeudi 27 Octobre dernier semble être entré en compromission avec le ministre de la Défense et de l'Intérieur Thierry Mayard Paul.

Le député semble vouloir porter un coup bas à ses collègues, de la Chambre basse surtout, qui pensent que c'était une grave insulte et une violation de la Constitution d'arrêter un député en fonction, muni d'un passeport diplomatique, suite à une altercation avec le président Martelly. En effet, Bélizaire est aujourd'hui d'avis qu'il faut calmer le jeu, et ne plus donner suite à cette affaire, ceci au nom du peuple haïtien vers lequel, à cause de ses malheurs, il faudrait maintenant tourner les regards.

Personne ne peut déjà oublier les violences dévoyées de Mayard Paul à l'aéroport ce jeudi 27 octobre, violentant les employés du service de sûreté à coups de pied et de gifles. Par peur d'être révoqué par le parlement Mayard semblerait débourser beaucoup d'argent pour acheter des gens, même les employés qu'il avait violentés et qui du reste avaient effectué une journée de grève pour protester contre les actions macoutiques du ministre.

Le ministre avait déjà menti en disant que c'était sa femme qu'il avait emmenée à l'aéroport, ce jour-là. Puis c'était au tour de Martelly de mentir au retour d'un voyage. Un employé du service aéroportuaire du nom de Pierre André Laguerre qui avait dénoncé la brutalité de Mayard Paul s'est récemment rétracté. Sous combien de pressions ? Pour combien d'argent ? Maintenant c'est au tour du député Arnel Belizaire de faire marche arrière, de ne pas pas poursuivre le ministre Paul d'autant qu'il est son ami. Le fils d'une Sò Yèt devenu aujourd'hui député du peuple et grand nègre devant l'Eternel n'a aucun scrupule à s'acoquiner avec un fils de la bourgeoisie et à l'absoudre, au nom...du peuple, après qu'il ait humilié le parlement tout entier. Entre coquins, on finit bien par s'arranger.



Le ministre de la Défense et de l'Intérieur Thierry Mayard Paul



Le député Arnel Belizaire

Démission du ministre de la justice

Par Isabelle L. Papillon

« *La conjoncture actuelle me commande de vous présenter ma démission comme ministre de la Justice et de la Sécurité publique.* » Avec ces mots, Josué Pierre-Louis, le ministre de la justice a démissionné de son poste ce mardi 22 novembre, quelques heures avant qu'il aurait du paraître dans une séance d'interpellation devant le Sénat haïtien pour donner des explications sur l'arrestation du député Arnel Bélizaire le 27 octobre dernier.

M. Pierre-Louis a remis sa démission au premier ministre Garry Conille. Le Dr. Rony Gilot, chef de cabinet particulier du Premier ministre, l'a transmis au Sénat le mardi après-midi.

Une copie de la lettre de démission a été envoyée aussi au Président Michel Martelly.

Josué Pierre-Louis a été commissaire du gouvernement de Port-au-Prince pendant le deuxième terme interrompu du président Jean-Bertrand Aristide du 2001 à 2004. Avec sa démission, le gouvernement Martelly/Conille perd un de ses rares éléments de couleur "*Lavalas*", bien que pâle, dans une administration dominée par des Duvaliéristes.

Au Sénat, une commission d'enquête présidée par le sénateur Jean William Jeanty a été formée pour faire la lumière sur l'origine de l'arrestation illégale et rude du député Bélizaire.

La commission a recommandé, dans son rapport de 40 pages, que le Sénat interpelle en plus de M. Pierre-Louis, le premier ministre Conille, et Thierry Mayard-Paul, ministre de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et de la Défense nationale « *pour qu'ils répondent des actes commis ou des actes que le gouvernement a posés et auxquels ils se sont soustraits* ».

Cette démission inattendue suggère aussi que M. Pierre-Louis n'était pas au courant – ou au mois d'accord – avec l'arrestation qui a été assurée par l'ami proche du président, le ministre Thierry Mayard-Paul, et son"*équipe solide*", *lui* qui a même bousculé plusieurs agents de sécurité à l'aéroport, provoquant une grève le lendemain.

« *Le climat actuel ne me permet pas de mettre en oeuvre avec toute la sérénité nécessaire la feuille de route qui m'a été confiée,* » a écrit M. Pierre-Louis au chef du gouvernement.

Le secrétaire-rapporteur de la commission d'enquête, le sénateur François Annick Joseph, a présenté un rapport à l'Assemblée après la démission du ministre Pierre-Louis.

La veille de la démission, le sénateur Youri Latortue avait suggéré à M. Pierre-Louis de démissionner pour éviter une motion de censure par les parlementaires.

Voici la lettre de démission du ministre de la Justice:

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mes compliments et je profite de l'occasion pour vous remercier d'avoir, en accord avec le président de la République, fait appel à moi pour vous accompagner dans votre difficile mission au service de l'État.

Cependant, la conjoncture actuelle me commande de vous présenter ma démission comme ministre de la Justice et de la Sécurité publique. Le climat actuel ne me permet pas de mettre en oeuvre avec toute la sérénité nécessaire la feuille de route qui m'a été confiée.

Soyez assuré de ma disponibilité à mener le noble combat en vue de l'instauration irréversible en Haïti d'un véritable État de droit.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, avec mes patriotiques salutations, l'expression de ma très haute considération.

Josué PIERRE-LOUIS Ministre

Honte aux administrations états-uniennes!

Par Fanfan La Tulipe

Depuis l'occupation de 1915, le grand voisin du Nord, le «caïman étoilé», comme l'écrivait Emile Roumer, le grand Satan impérial ne nous a apporté que des maux. L'un d'entre eux, comme un java aux mollets du pays a été cette funeste Gendarmerie d'Haïti devenue au fil du temps Forces Armées d'Haïti, bouledogue militaro-politique préposé à préserver les intérêts du grand capital. En collusion avec la bourgeoisie et les grandons aux appétits insatiables, la république cinquante-étoilée n'a pas cessé de se mettre en travers de notre développement, en travers de l'accession des masses à une vie décente, meilleure.

Ses plus récents hauts faits sont les deux coups d'Etat de 1991 et de 2004, et deux occupations militaires, l'une en 1994, l'autre en 2004 par forces de l'ONU interposées. Scandaleusement, et presque sans crier gare, un ancien président états-unien, Bill Clinton et son épouse Hillary, ont pris toutes les dispositions pour gérer Haïti à travers une ténébreuse Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, et en parrainant le détournement d'un scrutin déjà plus que bancal au profit d'un musicien peu instruit, peu porté vers les choses intellectuelles, familier des circuits militaro-duvaliéro-macoutes et, surtout, homme très porté à des débordements grossiers de langage, Joseph Michel Martelly alias "Sweet Micky».

L'ironie des choses a voulu que ce soit ce Martelly, figure d'extrême-droite, à avoir entrepris un voyage à Cuba, avec en prime une rencontre de trois heures d'horloge avec le représentant le plus authentique de la Révolution cubaine, Fidel Castro. Ce voyage a sans doute surpris plus d'un et intrigue encore bien des esprits. S'agit-il de l'équivalent du "cri de Jacmel" poussé par quelques-uns de nos anciens présidents pour "faroucher" l'Oncle Sam? On s'en souvient: ces chefs d'Etat allaient faire le fanfaron, jouer au grand nègre qui accepterait volontiers toute aide venant de "n'importe quel pays", entendez l'ex-Union soviétique; histoire de caponner le "grand frère" pour le porter à "casquer".

S'est-il agi d'une "colère de crapaud" de Martelly parce que neutralisé par nos "amis", ses amis, dans sa lubie de remettre l'Armée d'Haïti sur pied? S'est-il agi d'un coup de tête fou de Micky se rendant compte que Conille, l'homme de Clinton, lui fait ombrage? On sait que l'homme est porté à ces pulsions instinctuelles et poussées incontrôlées d'adrénaline qui parfois lui font dire de jolies choses roses. Est-ce une façon spectaculaire pour Martelly de berner le peuple qui adore Castro? Est-ce de la poussière jetée dans les pois de l'Américain? Est-ce un défi à Washington de la part d'un artiste rompu aux pratiques musiciennes de lancer des défis aux gars de T-Vice et autres groupes musicaux, ses rivaux?

Une manbo ex-lavalas lui aurait-il recommandé d'aller "jeter un peu d'eau" pour Eleggua, cet *orisha* qui selon les pratiques yoruba de la santería cubaine ouvre les portes, personnifie le **destin**, la chance, le hasard ? La recommandation serait née de l'impossibilité pour Saint Antoine, l'équivalent catholique d'Eleggua, de neutraliser Conille qui s'est mis en travers du destin du président. Alors, Martelly a pris sa chance en s'adonnant au jeu des *lwa* et du hasard. Que mijote Micky sous la calotte de sa *tèt kale* ? Il n'y a qu'à "suivre", on finira bien par savoir.

Mais quelles que soient les motivations de Martelly, on ne peut que saluer les résultats du voyage, favorables au peuple haïtien. De façon incontestable, la coopération haïtiano-cubaine s'est accrue. Les Cubains de concert avec les Vénézuéliens nous apportent déjà depuis bien longtemps une aide fraternelle d'importance, de sorte que les récentes avancées mises en place lors du voyage de Martelly ne sont que le prolongement d'une sorte de coumbite haïtiano-cubano-vénézuélienne, à l'honneur des peuples et dirigeants frères, au bénéfice du peuple haïtien.

De décembre 1998 à ce jour, les collaborateurs cubains de la santé ont soigné lors de consultations médicales plus de 760000 patients, 38% à leurs propres domiciles. Ils ont pratiqué 295438 interventions chirurgicales, plus de 130000 accouchements et sauvé la vie à un total de 309247 personnes. On n'oubliera pas que le 13 août 2010 a été inauguré l'Hôpital Communautaire de Référence de Cayes-Jacmel, un hôpital d'ailleurs « fait et fourni », *tou founish*, comme aurait dit une amie haïtiano-brooklynoise. Depuis la confirmation du premier cas de choléra, les collaborateurs cubains présents en Haïti, ont commencé à orienter les équipes médicales et à coordonner les soins pour combattre cette maladie.

La plupart des médecins cubains déployés sur le terrain, travaillent dans des zones difficiles d'accès où ils ont installé des dizaines de Centres de Traitement du Choléra. Selon des statistiques officielles, les localités où le personnel sanitaire cubain exerce enregistrent un taux de mortalité inférieur à celui relevé dans des zones où travaillent des équipes médicales de nationalités différentes, soit 0,39 %.

Ce rappel succint vient éclairer les engagements pris par les Cubains lors de la visite du président Martelly. En effet, dans le domaine de la santé, les autorités des deux pays se sont entendues sur la construction de 7 hôpitaux communautaires et de 5 centres de santé. Dans le domaine de l'éducation des engagements ont été pris également. Outre les étudiants haïtiens qui vont continuer à étudier la médecine à Cuba, les coopérants cubains sur place à Port-au-Prince, vont poursuivre le programme «Yo, sí puedo» (Wi mwen Kapab), visant à alphabétiser des milliers d›Haïtiens. A ce propos, il faut rappeler que « 240 000 Haïtiens devraient bénéficier de la méthode d'enseignement cubaine « Yo, sí puedo », une méthode pédagogique destinée à l'alphabétisation qui sera développée sur une période de 22 mois dans les départements de l'ouest, de l'est, du nord et du sud de l'île, avec l'aide de 150 superviseurs, 1 000 enseignants, et 15 techniciens y compris du matériel audiovisuel» , selon *actulatino* reproduit par *Cuba sí* du Dimanche 27 février 2011.



Honte à l'administration d'Obama au service du statu quo du pouvoir impérial et des banquiers de Wall Street



Honte à cette administration qui a profité du terrible tremblement de terre pour quadriller militairement le territoire à la recherche de toutes ressources importantes enfouies dans le ventre de notre terre

Au chapitre des sports, les coopérations tripartites « Haïti-Cuba-Venezuela » et « Haïti-Venezuela-Brésil » devront faciliter la construction de centres sportifs dans le pays et assurer l'assistance de techniciens cubains pour relever le niveau de certaines disciplines sportives comme le volley-ball, le basket-ball et le tennis. Les Cubains fourniront aussi à la capitale une assistance technique pour mieux administrer le parc des engins lourds du Centre National des Equipements (CNE), du Service Métropolitain de Collecte des Résidus (SMCRS) et de la Compagnie Dignité. Dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, la Havane est aussi disposée à accompagner le peuple haïtien. Une vingtaine de vétérinaires cubains débarqueront sous peu en Haïti pour apporter leur soutien au secteur concerné. Le secteur de l'écologie a retenu l'attention de nos frères cubains décidés à aider Haïti dans la lutte contre la dégradation de l'environnement.

Les Cubains ont déjà fait preuve de leur agissante solidarité à l'endroit du peuple haïtien. Il ne s'agit pas de promesses vagues, floues et fumeuses comme celles de cette fameuse Alliance pour le Progrès de l'administration Kennedy; *alyans kwoboto*, *alyans krizokal* au doigt de la mariée haïtienne qui a dû divorcer de ce mari pingre, *akrèk*, *anbachal, tikoulout* et *frekan* par dessus le mrché. Non, avec les Cubains il s'agit d'un «partenariat sur la base de principes de solidarité, d›amitié, de complémentarité et de respect de l›autodétermination et de la non-ingérence dans les affaires intérieures» d'Haïti.

Il ne s'agit encore moins de l'Initiative du Bassin des Caraïbes (Caribbean Basin Initiative en anglais) que les **États-Unis** de Reagan avaient mise sur pied, de manière unilatérale, en 1983, soit disant pour accorder à certains pays d'Amérique centrale ainsi qu'à des pays de la Caraïbe, plusieurs avantages tarifaires et commerciaux. En fait ce n'était qu'une sorte de miroir aux alouettes pour mystifier les gouvernements de droite, et les porter à joindre l'Oncle dans sa hargneuse détermination de contrecarrer les mouvements de gauche actifs dans la région comme celui de la **guérilla** du **Salvador** ou du **sandinisme** au **Nicaragua**. *Ou tande bèf…*

Nous profitons de l'occasion pour dire: honte aux administrations états-uniennes passées, honte à l'administration d'Obama. Car, de l'ogre états-unien nous n'avons bénéficié que de ses pratiques *peze-souse*. L'engeance washingtonienne n'a eu aucun scrupule à soutenir pendant 29 trop longues années un régime de kleptocrates sanguinaires, corrompus et kleptomanes. Honte aux nombreuses administrations états-uniennes qui se sont évertuées depuis 1915 à tenir les masses haïtiennes en respect grâce à la présence d'une force armée à leur service et renforcée par la racaille macoute des Duvalier. Honte à l'administration d'Obama au service du statu quo du pouvoir impérial et des banquiers de Wall Street. Honte à cette administration qui a profité du terrible tremblement de terre pour quadriller militairement le territoire à la recherche de toutes ressources importantes enfouies dans le ventre de notre terre.

Honte à ces administrations égoïstes et cruelles qui de fait ont béni les massacres commis au lendemain des deux coups d'Etat de 1991 et 2004. Honte aux forces de l'Oncle génératrices de déstabilisation et de chaos, non seulement en Haïti mais ailleurs dans le monde. Honte à ces gros *chabrak* de Washington qui tentent d'asphyxier par tous les moyens possibles Cuba, un petit pays digne et authentiquement souverain, au service de larges secteurs d'une humanité en détresse, en Amérique latine, dans la Caraïbe, en Afrique, alors qu'il ne dispose pas des énormes moyens financiers et technologiques des Etats-Unis.

Honte à ces administrations obnubilées par l'assujettissement du plus grand nombre possible de nations à leur pouvoir impérial; administrations représentant banquiers et grands magnats de l'industrie obsédés par le profit maximum, la libre entreprise sans balise de règlementation, les privatisations à outrance, le libre échange à leur profit et le plaisir sadique de voir les riches devenir plus riches, les pauvres devenir plus pauvres. Honte aux détenteurs du pouvoir de cette grande nation qui après quatre-vingt-seize ans de domination impérialiste d'Haïti ne nous a même pas offert le centième de l'aide fraternelle de la Révolution cubaine alliée à celle de la Révolution bolivarienne.

Honte à ces faux jetons de la politique revancharde états-unienne auteurs des «sanctions unilatérales les plus injustes, les plus prolongées et les plus globales de l'histoire, qui ont causé tant de préjudices à des millions de Cubains». Sanctions criminelles qui ont privé des adolescents de prothèses extensibles pédiatriques qui ne se fabriquent qu'aux États-Unis ou sous leur brevet. Ces jeunes après avoir subi une chirurgie sont restés alités dans le plâtre pendant des mois faute

Suite à la page (16)

Manifestasyon MOLEGHAF kont move lavi

Madi 15 Novanm 2011 lan, plizyè santèn moun te patisipe nan yon manifestasyon Mouvman pou libète ak Egalite pou fratènite tout ayisyen (MOLEGHAF) te òganize pou mande otorite yo nan peyi a voye je gade mas pèp la, nan katye popilè yo k ap mouri anba grangou, nan chomaj, nan lamizè, nan malsite, nan move lavi. Manifestasyon yo ki te ak pankat, bandwòl nan men yo te sòti sou Fò-Nasyonal vire desann sou wout Fò-Nasyonal la, pase nan ri Bòjla, Ri Lama, monte Lali, vire nan avni Christophe, monte nan ri Charles Summer pou al bout devan ministè Afè Sosyal la, kote yo te pase yon bon bout tan ap manifeste.

Jenn gason ak jenn fi Fò-Nasyonal fè konnen yo pa kapab viv nan chomaj ankò, yo pran lari a pou yo mande travay, lekòl pwofesyonèl, Sant lasante, lekòl pou timoun ak bonjan ankadreman pou jenn yo. MOLEGHAF genyen plis pase 9 mwa depi l ap fè yon seri Sitin devan Ministè Afè Sosyal ak Travay pou mande responsab yo nan peyi a rezoud pwoblèm move lavi a k ap fin kokobe mas yo nan katye popilè yo kouwè : Fò-nasyonal, Bèlè, Lasalin, Site Solèy, Senmaten, Matisan elatriye.

Madi 22 novanm nan, yon lòt

Suite à la page (16)



Militan MOLEGHAF yo devan Ministè Afè Sosyal la pou fè tande vwa yo nan okazyon fèt fen dane yo ki pral vini la a

Kisa vizit Martelly a nan Kiba pote pou 2 peyi yo?

Se sou ansyen prezidan Jean Bertrand Aristide nan dat 6 Fevriye 1996, anvan l te pase mayèt la bay prezidan René Préval, relasyon diplomatik te retabli ant Ayiti ak peyi Kiba. Nan lane 1998, 2 lane aprè, Kiba te kòmanse ak koperasyon bilateral li ak Ayiti nan domèn lasante. Depi lè sa a tout koperasyon trilateral yo, Kiba-Venezyela-Ayiti ap mache byen anpil nan plizyè domèn, tankou : lasante, edikasyon, elektrisite, enfrastrikti, agrikilti, lapèch elatriye. Malgre yon anbago kriminèl Etazini mete sou Kiba depi anviwon 50 lane, Kiba pa janm sispann pote solidarite l bay Ayiti, Kiba deja fòme plizyè milye medsen nan plizyè disiplin pou Ayiti e k ap pote laswenyay bay abitan ki nan tout kwen peyi a. Depi 13 lane medsen kiben yo ap pote konkou yo bay popilasyon an ki nan kwen rekile yo nan peyi a. Fò n siyale tou, anpil ladan yo kite peyi ale aletranje paske Leta Ayisyen pa ofri yo anyen, sètadi yo pa menm itilize kado gratis sa yo Kiba ap ba yo.

Se nan kad koperasyon sa yo ak nouvèl estrateji diplomatik Kiba vle tabli ak Ayiti, prezidan ayisyen an, Michel Joseph Martelly te nan tèt yon gwo delegasyon konpoze 29 moun te fè yon kout pye nan peyi Kiba, ki te dire 2 jou. Pandan vizit li nan peyi Kiba, li te rankontre ak lidè revolisyonè kiben an, Fidel Castro ; prezidan kiben an, Raùl Castro. Li te vizite yon gwoup 330 etidyan ayisyen nan domèn lasante. Nan deklarasyon li te fè nan peyi Kiba, prezidan Martelly kondane anbago ekonomik ak finansye Etazini mete sou Kiba depi 50 lane. Li mande Etazini leve anbago enjis sa a.

Nan mwa Oktòb pase a, Sena ayisyen an tou, te vote yon rezolisyon ki kondane anbago Etazini mete sou Kiba a epi mande l leve blokis ekonomik lan. Nan mwa Oktòb pase a, Nasyonzini pou 20tyèm fwa te vote yon rezolisyon kont blokis Kiba a. Ayiti te vote kont anbago a, men Etazini refize tande rezon e malgre prezidan Obama genyen tout posibilite nan men l pou l leve anbago sa a, li pa janm fè l. Anbago sa a

Suite à la page (16)



Joseph Michel Martelly ak Raul Castro

Kolera-MINUSTAH kontinye ap touye moun nan peyi Dayiti



Timoun k ap soufri anba Kolera Minustah a

Daprè yon rapò sou bilan Ministè Sante piblik ak popilasyon peyi Dayiti a, depi sòlda Nasyonzini yo ki nan fòs okipasyon an, yo rele MINUSTAH a te fin lage epidemi Kolera a nan gaann pèp ayisyen an, nan mwa Oktòb 2010 la ; genyen plis pase 6,700 Ayisyen ki deja mouri epi plis pase 492 lòt afekte e ki pase Lopital oubyen nan Sant Kolera yo. Pou mwa Septanm 2011 lan, 185 moun fè vwèl pou peyi san chapo e plis pase 14,740 nouvo ka anrejistre nan Sant yo. Epoutan pou mwa Oktòb la 202 moun mouri anba maladi Kolera-Minustah a e plis pase 21,797 nouvo ka Kolera voye al kouche sou kabann lopital.

Sòti mwa Jen pou rive mwa Oktòb 2011 lan, maladi Kolera a te kontinye ap fè ravaj. Chak jou te genyen 1,100 ka ki te pase lopital, mwa Oktòb la 671 ka e pou koumansman mwa novanm nan 500 ka yo anrejistre nan Sant yo. Nan mwa Oktòb pase, 2 depatman ki te plis touche ak maladi Kolera a se Grandans ak Sid peyi a. Depatman Grandans ki chita nan Sidwès peyi a te genyen 206 moun ki te mouri sou 100 mil ki te kouche, tandiske nan depatman Sid la te genyen 37 moun ki te mouri.

Depatman Latibonit lan te touche byenfò tou selon enfòmasyonn ki t ap sikile nan peyi a. N ap raple pou tout moun, chif sa yo se pou moun ki te gentan kouri ale lopital oubyen nan yon Sant Tretman Kolera, sa yo rele CTC nan lang franse a. Anpil moun konnen ki kalte difikilte ak tèt chaje lè yon moun malad nan peyi Dayiti pou l rive nan yon lopital pou l jwenn tikras laswenyay. Se konsa anpil enfòmasyon ki sòti nan rès peyi a, peyizan yo genyen anpil pwoblèm lè Kolera a frape pòt yo pou rive lopital. Lè konsa, anpil nan yo mouri lakay yo, oubyen anvan menm yo rive nan Sant lan ki ka konbyen kilomèt. Bilan sa a pa vrèman reflete reyalite a nan sa ki genyen pou wè ak maladi Kolera a, ki yon lòt fado sòlda Nasyonzini yo mete sou do pèp ayisyen an depi plis pase yon lane.

Tout etid Syantifik chèchè yo fè sou maladi Kolera a nan peyi Dayiti fè konnen orijin Kolera a ki anvayi peyi Dayiti sanble tèt koupe ak Jèm Kolera ki genyen an Azi kote sòlda Nepalè yo sòti e ki te pote l vin lage nan flèv Latibonit ak nan Plato-Santral la e ki gaye nan tout rès peyi a, ki te deja ap bat ladoba aprè tranblemanntè 12 janvye 2010 la. Aprè anpil mobilizasyon kont Minustah nan tout rakwen peyi a pou fòse l pran responsabilite l pou dedomaje viktim Kolera yo, Biwo Avoka Entènasyonal yo (BAI) nan tèt kole ak Enstiti pou jistis ak demokrasi nan peyi Dayiti (IJDH) ak kabinè Ira Kurzban nan peyi Etazini te depoze plent kont Minustah nan biwo Nasyonzini an nan Nouyòk ak nan biwo Nazyonzini an nan peyi Dayiti pou plis pase 5 mil viktim Kolera-Minustah. Selon Avoka yo, Nasyonzini dwe pran dispozisyon daprè règleman li yo dedomaje viktim yo sòti 50 mil pou rive jiska 100 mil dola vèt.

Pou Nasyonzini rive dedomaje viktim yo epi wete tout twoup li yo nan peyi Dayiti, òganizasyon yo nan mouvman sosyal yo an Ayiti ap

Suite à la page (16)







1000 enfants haïtiens ne sont pas officiellement adoptés



Une fillette haïtienne, en décembre 2010, à l'aéroport de Port-au-Prince, en attente de son départ vers la France, avec ses parents adoptifs.
Crédits photo : HECTOR RETAMAL/AFP

Les parents des petits rescapés du séisme, sans statut légal, sont en colère. Certains enfants ont été abandonnés par leur nouvelle famille.

Par Delphine de Mallevoüe

Les parents qui ont adopté les quelque 1 000 enfants haïtiens au lendemain du séisme survenu sur l'île en janvier 2010 sont en colère. Regroupés dans un collectif de 300 familles, ils manifesteront demain devant le ministère des Affaires étrangères pour essayer, à la veille de la Journée internationale des droits de l'enfant, de faire entendre leurs voix.

Ces enfants, tous sur le territoire français aujourd'hui, ont été adoptés légalement et disposent de jugements en droit haïtien à faire transcrire en droit français par nos tribunaux, comme le veut la loi. Ils sont scolarisés, ont une existence administrative, puisqu'ils sont pris en charge par la Sécurité sociale et les CAF, qui les «reconnaissent» officieusement. Pourtant, ils n'ont toujours pas de statut légal. Pas de papiers, pas de filiation établie avec leurs parents adoptants, pas de nom de famille.

«Nous ne pouvons pas partir en vacances en famille à l'étranger, par exemple, déplore Marie, une adoptée dont toute la famille maternelle est en Italie. Grands-parents et petits-enfants ne se connaissent pas!» Plus préoccupant: à qui seront confiés ces enfants, si leurs nouveaux parents décèdent? C›est l›interrogation de Paul, père adoptant, qui s›inquiète aussi de leur inaccessibilité à l›héritage. «Ils devront payer 60% de frais de succession et seront donc défavorisés par rapport à mes enfants biologiques», souligne-t-il.

«Nous sommes scandalisés et inquiets. Après avoir vécu l'abandon et la misère, il faut encore leur infliger ce flou identitaire et cette instabilité psychologique, s›indigne Olivier Janne, président du collectif EEA. C›est ça, l›intérêt supérieur de l›enfant? Nous nous battrons donc pour l›intégration pleine et entière de nos enfants, pour leur sécurité juridique et la reconnaissance de leurs droits. »

Le problème de ces dossiers est technique, dit-on au Quai d›Orsay. «Il n›y a aucune mauvaise volonté de l›administration française, seulement un problème juridique de fond, qui existe depuis toujours et que les parents n›ignoraient pas en adoptant en Haïti.»

Respect des accords bilatéraux

Juridiquement, en effet, ces parents demandent la transcription du jugement qu'on leur a donné en Haïti pour une adoption simple en adoption plénière (la filiation avec la famille d'origine est rompue pour en établir une avec la nouvelle famille). Or Haïti ne reconnaît dans son droit que l'adoption simple. Le gouvernement haïtien s'est de surcroît explicitement opposé, dès 2009, à la légalisation des procédures réalisées en vue d'adoptions plénières.

Forcée de respecter la politique des gouvernements locaux dans le cadre d'accords bilatéraux, la justice française n'a d'autre choix que de refuser cette adoption plénière quand elle se présente devant une juridiction française. La Chancellerie, par une circulaire de 2010, avait clairement donné la consigne aux tribunaux de ne pas accéder à ces demandes. Par ailleurs, la Cour de cassation, dans un avis de février 2011, a rappelé qu'un document non légalisé n'avait pas de valeur en France.

Trop de complexités, trop de précaution, jugent de nombreuses associations. Pourtant, la prudence est de mise : plusieurs enfants haïtiens ont été de nouveau abandonnés après leur arrivée en France, confiés à la Ddass par leurs parents adoptants. «Malade, difficile à s'insérer, parfois violent, l'enfant rêvé et l'enfant réel ne se rejoignent pas toujours, explique Hélène, pédopsychiatre, qui a reçu certains de ces cas. L'adoption est vraiment une greffe qui prend ou ne prend pas. » Encore moins quand elle répond à une logique humanitaire, comme le développe dans ses ouvrages le psychiatre Pierre Lévy-Soussan. «L'adoption internationale n'est pas une solution d'urgence, écrit-il. Il s'agit de construire une famille, pas de sauver des enfants.»

En mars 2010, à Nantes, des parents adoptifs ont été condamnés à 9 mois de prison avec sursis pour avoir abandonné leurs deux enfants éthiopiens, quatre ans après leur accueil, après une naissance biologique.

Tabou par excellence: 80 petits adoptés seraient abandonnés chaque année en France, soit 2% du total des adoptions. Une statistique nettement sous-estimée, selon les spécialistes qui parlent, eux, d'un cas sur dix.

Le Figaro 17 Novembre 2011

L'USAID dans les Caraïbes et en Amérique centrale





L'USAID avait destiné 1.2 millions de dollars pour entraîner les "rebelles" d'Haïti, pour plus de 20.000 fusils M-16 et équipements militaires de haute technologie fournis par l'armée de la République Dominicaine voisine

Par José STEINSLEGER

En décembre 2006, le mafieux cubano-étatsunien Adolfo Franco, directeur pour l'Amérique latine de USAID (Agence Internationale pour le Développement), affirma que le gouvernement de Washington ne travaillerait directement avec celui de Haïti "jusqu'à ce que soit résolu le blocage politique du pays".

Intéressé à connaître le type d'aide d'USAID, le journaliste Tom Reeves (de la prestigieuse publication Counterpunch) voyagea à l'île antillaise et s'entretint à Jacmel avec Pierre Gestion, dirigeant du Mouvement Haitien pour le Développement Rural, un des acteurs qui renversèrent le président Jean Bertrand Aristide en février 2004.

Se vantant de sa connexion avec le Département d'Etat et avec Refuerzo de la Democracia, programme de l'USAID, Gestion déclara au journaliste : "...ils nous entraînèrent et nous enseignèrent comment nous organiser, et nous avons organisé les groupes pour exiger que soit renversé le gouvernement corrompu d'Aristide".

Confirmant diverses plaintes similaires, le sénateur démocrate Christopher Dodd signala que l'USAID avait destiné 1.2 millions de dollars pour entraîner les "rebelles" d'Haïti, pour plus de 20.000 fusils M-16 et équipements militaires de haute technologie fournis par l'armée de la République Dominicaine voisine.



Le sénateur démocrate Christopher Dodd



Adolfo Franco, directeur pour l'Amérique latine de USAID

Entretemps, Franco tomba en disgrâce. En novembre 2007, le gouvernement de W.Bush lui demanda de démissionner à cause de la bagarre des fonds pour la "démocratie" à Cuba. Franco fut remplacé par José R. Pepe Cardenas, mafieux de la Fondation Nationale Cubano Américaine qui, après le renversement du président du Honduras, Mel Zelaya (28 juin 2009), fut contracté par la marionnette Roberto Micheletti "pour améliorer son image" à Washington.

Roland Valenzuela, ex-ministre du président Zelaya, dénonça en juin 2010 l'ambassadeur étatsunien Hugo Llorens (d'origine cubaine) d'avoir coordonné le coup d'Etat à Tegucigalpa.

Valenzuela assura que quelques jours avant le putsch, Llorens et Micheletti (alors président du Congrès) reçurent le décret de destitution de Zelaya. Quelques jours plus tard, à la sortie d'un restaurant de San Pedro Sula, il fut assassiné par un "délinquant ordinaire".

Valenzuela apporta une autre donnée intéressante : le brouillon du décret avait été rédigé par Jacqueline Jackie Foglia Sandoval, diplômée de l'Académie Militaire de West Point et fonctionnaire des forces armées du Honduras. Jackie est aussi directrice des relations extérieures de l'Université Zamorano, centre d'études d'Amérique latine reconnu en matière agricole qui reçoit des fonds et des orientations de l'USAID.

A la suite du crime, le président du Collège des Professeurs d'Education Secondaire, Jaime Rodriguez, dénonça que l'USAID et divers organismes non gouvernementaux d'Europe appuient la persécution des maîtres honduriens, dont le syndicat avait été un des

Suite à la page (18)

Haïti à vendre !



Le ministre des Affaires Etrangères, Laurent Lamothe



Le chancelier haïtien Laurent Lamothe, à New York avec l'Assistant du Secrétaire général de l'ONU pour les Opérations de maintien de la paix, Edmond Mulet ancien chef civil de la Minustah

Par Jackson Rateau

Le gouvernement de Sweet Micky Martelly, ayant comme chef de la Primature le Dr Gary Conille, a été successivement entériné par les deux branches de la législature haïtienne (la chambre basse et la chambre haute). Une panoplie de noms de ministres, en grande majorité duvaliéristes, jean-claudistes, a été sélectionnée sur mesure, compte tenu de leur idéologie macouto-bourgeoise, par le président lui-même. Parmi ces ministres, très suspects d'ailleurs, on trouve des personnages vraiment inquiétants sur lesquels on devrait mener des investigations méticuleuses, de façon à mieux éclairer leur passé trouble, entaché d'activités subversives et occultes.

Ces personnages n'ont pas été choisis au hasard. Gare aux naïfs. Au contraire, ils ont bénéficié de la confiance du président pour un objectif bien déterminé.

Du grand nombre de 18 ministres, histoire de créer des emplois, il y a des super ministres. Un d'entre eux, c'est celui des Affaires Etrangères, Laurent Lamothe, l'illustre méconnu de la population haïtienne bien avant l'émergence de cette équipe de raquetteurs issus des mascarades électorales 2010 – 2011. Il est le propriétaire d'une entreprise du nom de 'Global Voice'. C'est un personnage tout à fait tendancieux, dans la mesure où son choix a été fait de manière préméditée, suivant un plan de vente pour lequel, Lamothe représente, à la place de Sweet Micky, l'élément clé et typique pour l'exécution de ce programme.

Selon le sénégalais Cheikh Yerim Seck, décrivant le passage de ce raquetteur en Afrique, c'est un vautour qui a flatté le côté corrompu de certains dirigeants africains en vue de ruiner les peuples. Un exemple flagrant est celui du Sénégal où l'escroc, par ses fourberies, a fini par convaincre le président Abdoulaye Wade, d'instituer un système de taxation des appels téléphoniques entrants. L'analyse de Seck sur Lamothe l'a placé dans la catégorie de prototype d'escroc parfait, spécialisé dans la corruption de dirigeants de toute République bananière. Et la liste des pays d'Afrique où il a opéré ses escroqueries, est longue comme la République du Congo, la Guinée, la Gambie, etc.

Lamothe a débuté son ministère avec une vaste campagne de réforme dans les ambassades et les consulats d'Haïti. Campagne dont l'essence est de transformer les institutions diplomatiques haïtiennes en de véritables maisons d'affaire.

Dès son investiture, monsieur Lamothe qui s'éternise à parler de la nouvelle diplomatie haïtienne, s'est armé de son bâton de pèlerin pour s'investir dans des périples aux coûts faramineux dont le but est de collecter de l'argent d'avance sur la vente du pays. Ce qui signifie que, plus tard, dans chaque ambassade et consulat d'Haïti à travers le monde, on aura sans doute à lire sur des pancartes bicolores : Haïti is for sale.

Le ministre a suivi textuellement la déclaration de son patron, déterminé pas réellement à faire une quelconque promotion d'Haiti mais sans doute à vendre aux enchères.

Le titulaire du Ministère des Affaires Etrangères, n'étant pas dans son domaine spécifique d'exécuter le plan de vente d'Haïti, a choisi une variante plus proche de son domaine : Le marché des investissements ; c'est-à-dire, faire venir des investisseurs de toute part dans le monde pour venir investir en Haïti toujours ensevelie sous des tas de gravats, 2 ans après la catastrophe du 12 janvier 2010, pour visiter les milliers de sinistrés croupissant sous des tentes malsaines et bancales.

Mr Lamothe avant d'inviter des investisseurs, il faut qu'avant tout vous ayez un pays. En fait ce n'est pas réellement l'image ou la beauté du pays que vous voulez vendre, mais c'est bien le pays en un sens afin qu'ils viennent le reconstruire pour en tirer profit.

Comment exposer Haïti au marché, alors que l'épidémie de choléra propagée dans le pays par la force d'occupation onusienne (MINUSTAH) ravage encore les vies. Comment exposer Haïti au Marché touristique sans penser à la curer de manière pratique et méthodique du cancer de l'insécurité qui la ronge ?

Telle est la formule de prédilection de ce gouvernement (Martelly/Conille) : Utiliser l'ignorance de la population à des fins de propagande et de démagogie. Mensonge, mensonge, mensonge. Edikasyon gratis ticheri, n'est ce pas ?

Des parents, des professeurs issus de quelques 200 écoles primaires élèvent la voix pour dénoncer le fait que ces écoles ne sont pas en mesure de se procurer même un bâton de craie pour assurer les cours, alors qu'autrefois, ces écoles s'arrangeaient avec les parents pour donner aux élèves la fourniture indispensable, au moyen de 100 gourdes qu'ils s'étaient toujours d'accord à verser, quand maintenant, le gouvernement de Martelly a interdit aux parents de verser les 100 gourdes, mais n'a pas fourni non plus de la craie aux écoles.

Jusqu'à nos jours, personne ne sait combien entre dans les poches de Martelly à partir du Fonds de l'éducation garnie grâce à des transferts d'argents des haïtiens vivant à l'étranger. Combien a été dépensé pour l'ouverture des classes et combien il en reste ?

Par ailleurs, le mardi 8 novembre dernier, lors d'une rencontre avec les ambassadeurs et les représentants d'organisations internationales à son domicile à Port-Au-Prince, Laurent Lamothe a sollicité de ses interlocuteurs, qu'ils encouragent les entrepreneurs de leurs pays à venir implanter leurs entreprises en Haïti. Tendant la même sébile, il leur a aussi demandé d'encourager la communauté internationale à renforcer l'appui budgétaire octroyé au pays. A New York, le 4 novembre dernier, le ministre, dans un entretien avec le consul général a.i Charles A Forbin et son personnel autour de la nouvelle directive de la chancellerie haïtienne, a fait savoir au monde qu'Haïti est ouverte aux investissements.

Oui, messieurs ! Venez, venez installer vos usines, car nous avons ici beaucoup d'esclaves salariés. Ici, messieurs, la main d'œuvre est servile. C'est de la grande aubaine, du pillage même. 200 modiques gourdes haïtiennes équivalentes à seulement 5 dollars US, la journée de travail. C'est le pays, y compris son peuple qui est à bas prix.

Au cours de sa visite, le ministre a rencontré l'assistant secrétaire général de l'ONU, Edmond Mulet, ce colon qui a orchestré les premier et 2e tours des mascarades électorales de 2010 et 2011. Il a discuté avec lui de l'actuelle opération de maintien de la paix en Haïti et du plan du président Sweet Micky, visant notamment à rétablir l'Armée d'Haïti, ainsi qu'un budget de 17 millions de dollars US alloué par le conseil de sécurité de l'ONU pour la construction d'un nouveau quartier général pour la MINUSTAH. Un nouveau local pour la MINUSTAH ? Alors que l'Armée d'Haïti va être appelée pour remplacer la MINUSTAH. En voilà des mensonges à éclabousser de boue la face de la population haïtienne.

« Le dernier volet, c'est d'attirer l'investissement privé, pourquoi ? Parce qu'en Haïti, nous avons un taux de chômage de plus de 60%. Nous avons besoin de baisser le taux de chômage… Nous avons besoin que des compagnies viennent de l'étranger pour s'installer en Haïti et commencer à créer des emplois… ».

« C'est ce message que le président donne partout où il va :'Haïti is open for business', et que moi je répercute chaque fois que je rencontre un ambassadeur, une mission internationale. Mon rôle est de faire la promotion d'Haïti…et patati et patata », c'est en ces termes qu'a déblatéré le ministre Lamothe, mettant à bas prix Haïti et son peuple.

Cap Haïtien : Conférence Caraïbéenne contre l'occupation d'Haiti



De gauche à droite Fignolé St Cyr, Guy Numa et Robert Fabert



Le monument de Vertières au Cap-Haitien

Par Yves Pierre-Louis

Du 16 au 18 Novembre 2011, à l'occasion du 208e anniversaire de la bataille décisive de Vertières, à l'initiative du Comité national sur les exactions de la Minustah, avec le soutien d'Association des travailleurs et peuples de la Caraïbe (ATPC), une conférence Caraïbéenne s'est tenue au Cap-Haitien contre les forces d'occupation de l'ONU, la Minustah présente dans le pays depuis le premier Juin 2004. Cette conférence s'était déroulée autour du thème : « Agissons ensemble pour une Haïti souveraine, Minustah dehors. » Renforcer la bataille pour la récupération de la souveraineté et pour la démocratie en Haïti ; renforcer la capacité de lutte contre la Minustah ; consolider la lutte pour que justice et réparation soient rendues à Haïti, pour toute sorte d'injustices dont elle a été victime d'anciennes puissances colonialistes et de l'actuelle puissance impérialiste ; réaffirmer la bataille pour forcer l'organisation des Nations-Unies à dédommager toutes les victimes du choléra et de violences sexuelles de la Minustah ; travailler d'une façon pour que le peuple et les travailleurs de la Caraïbe se réunissent et s'organisent pour bâtir un monde Caraïbéen qui rassemble toutes les nations et les peuples où tout le monde vit en toute liberté, fraternité et égalité et où tous les préjugés de couleur, de race, de religion, de langue, de rapport de domination et d'exploitation disparaissent définitivement, tels ont été entre autres les objectifs de cette conférence.

Après les échanges entre les représentants de diverses délégations étrangères et haïtiennes, de brefs exposés de quelques intervenants, les véritables débats se déroulaient autour des conséquences de l'occupation sur la situation politique, économique, sociale et culturelle de la population ; le projet économique et social que soutient l'occupation et enfin la stratégie et la structure à mettre en place pour lutter contre ce projet macabre. Les délégations étrangères étaient ainsi composées : Eddy Damas, UGTG ; Gerond Passave, Travayè e Peyizan ; Raymond GAMA, Mouvman Nonm et LKP et Robert Fabert ATPC pour la Guadeloupe. L'Alliance Ouvrière et Paysanne de la Martinique s'était fait représenter par Lucien GRATTE et Jacqueline Petitot. L'Union Nationale des Travailleurs ou National Workers Union (NWU) de la Dominique était représentée par Arlington Wilson. Trinidad And Tobago était là à travers Nicole Johnson et Sylvester Virgil, du syndicat des travailleurs du Pétrole ou Dicfiés Workers Trade Union. La France par Jean-Pierre Raffi, de l'entente Internationale des Travailleurs et des peuples et Parti Ouvrier Indépendant (POI). Les Etats-Unis, par Nellie Hester Bailcy de Harlem Fightback et Black Agenda Report (New York). Tous les membres de ces délégations ont demandé le retrait des troupes de l'ONU d'Haïti et la fin de l'occupation étrangère, pour qu'Haïti, la première République noire d'Amérique recouvre sa souveraineté pleine et entière.

« L'occupation, la présence de la Minustah n'a rien de naturel, c'est une politique délibérée pour asseoir la domination impérialiste et réduire la dignité du peuple haïtien. » a déclaré Jean Pierre Raffi devant l'assemblée.

A la fin de cette conférence, l'assemblée a adopté une résolution après l'analyse en profondeur de la situation d'Haïti dominée par les impacts négatifs de l'occupation injuste, illégale et arbitraire. « Fort de ces constats, dans l'esprit des héros de Vertières, nous

Suite à la page (15)

Sao Paulo Anti-Occupation Conference:

The Continent Has Raised its Voice for Haiti



An crowd of over 600 people filled the Sao Paulo Town Hall auditorium on Nov. 5 for the largest rally yet in Brazil calling for UN troops to leave Haiti

By Laura González C.

The Haitian people's protest against the United Nation's military occupation of their country has found an echo on the South American continent.

This Nov. 5 in the Brazilian city of Sao Paulo, over 600 people, including many international representatives, gathered to join in the Haitian demand: "*MINUSTAH get out of Haiti.*" MINUSTAH is the UN Mission to Stabilize Haiti, as the almost 13,000-strong occupation force is called.

Brazilians as well as speakers from the United States, France, Uruguay, Argentina, Bolivia, and Haiti, representing social movements, political parties, as well as student and labor organizations, rallied for four hours at the Sao Paulo Town Hall to analyze and speak out against the intolerable situation in Haiti.

Haiti's contribution to Latin American independence during the 19th century was often raised as one of the most important reasons compelling solidarity for the Haitian fight against MINUSTAH.

"*Haiti is a country which supported the freedom struggle in Latin America,*" said Julio Turra, president of Brazil's largest and most important union, the Unified Workers' Central (CUT). "*A country which used to terrify slave owners in all the Americas today is being subjugated by a foreign military occupation that doesn't have anything to do with humanitarian purposes as it pretends. It is embarrassing. Therefore, Latin American people, and Brazilians in particular, owe a debt to Haiti. It is an historic duty. We must express our solidarity. And we can't accept a gradual withdraw of troops because we don't know when that will end. [Former Brazilian President Luiz Inácio Lula da Silva had said Brazilian troops would only be deployed for six months when the occupation began in June 2004.] We must ask for the immediate withdrawal of the troops and defend Haiti's sovereignty in the face of the occupation.*"

The negative effects of MINUSTAH troops on Haiti are one of the main concerns. Colia Clark, an activist in the U.S. civil rights movement in the 1960s, said that "*the UN presence in Haiti is a violation of all international standards on human rights.*" Hugo Dominguez from the Uruguayan Metallurgical Union, which is part of the Inter-Union Plenary of Workers and the National Convention of Workers (PIT-CNT) said: "*Occupations are examples of oppression politics. As Uruguayans, we feel ashamed because of the actions of Uruguayans troops in Haiti.*" He was referring to the videotaped sexual assault of a young Haitian man by four Uruguayan UN soldiers in the southwestern town of Port Salut over the summer (see *Haïti Liberté,* Vol. 5, No. 8, 9/7/2011).

Nelson Guevara Aranda from the Bolivian Miners Union of Huanuni said that a couple of weeks ago his organization, comprised of more than 5,000 workers, decided to ask the Bolivian government for the immediate withdraw of its troops because "*despite seven years of an unjustified occupation, there are no positive results due to its presence; it has just constantly violated Haiti's sovereignty and dignity.*"

In addition to the criticism, some speakers pointed to examples of organizations providing real solidarity to the Haitian people. "*We must translate our indignation, our shame, into concrete acts,*" said Joaquim Piñero of Brazil's Landless Movement (MST). "*As the Landless Movement, as Via Campesina, you know we have short legs, but in spite of these difficulties, since 2005, we have had a very important agreement with Haitian worker organizations, mainly in the agrarian sector. Those agreements, besides being examples of practical solidarity for us, are opportunities to learn from the population which has a long history of struggle and resistance. Therefore, we are pretty sure that when our militants come back from Haiti, they are changed by the experience.*"

There were Haitian leaders at the meeting too. Fignolé St Cyr from the Autonomous Central of Haitian Workers (CATH) said he was very proud of participating in such important and broad event and he added that he has witnessed how

continued on p(16)

Cuba's Health Care Miracle in Haiti:

An Interview with Dr. Jorge Balseiro Estevez of the Henry Reeve Cuban Internationalist Medical Brigade

Dr. Jorge Balseiro Estevez is Director of the University Hospital of Psychiatry in the city of Camaguey, Cuba. He is a specialist in psychiatry and health administration and Auxiliary Professor of Medical Sciences at the university. He is a member of the Henry Reeve Cuban Internationalist Medical Brigade1 and a director of the Brigade's field hospital in the city of Léogâne, Haiti. Léogâne was the epicenter of the earthquake of Jan. 12, 2010.

Dr. Balseiro Estevez was invited on a speaking tour to some 15 cities across Canada in October and November 2011. The tour was organized by the Canadian Network on Cuba and its local affiliates, with sponsorship from a broad range of trade unions, health professionals and Haiti solidarity groups.

Roger Annis of the Canada Haiti Action Network (CHAN) sat down with Dr. Balseiro Estevez on Oct. 30 in Vancouver for an interview about the Cuban medical mission's accomplishments in Haiti and the challenges that lie ahead.

Could you describe the origin of Cuba's medical brigade to Haiti?

Dr. Jorge Balseiro Estevez: Yes, it began in 1998. Following the devastation of Hurricane George that year, Fidel Castro announced to the Cuban people that the country would undertake a commitment to deliver important health services to the Haitian people in the form of a volunteer, internationalist medical brigade. A bilateral agreement was signed between the governments of Cuba and Haiti.

The Ministry of Public Health and Population of the Haitian government decided where the brigade's services were most needed. As much as possible, it would make use of existing medical services and infrastructure. The first Cuban doctor arrived in Port au Prince in December of that first year. In 1999, 63 family medicine and specialist doctors arrived.

That same year, the two governments began to plan Haiti's first ever medical school.

And since that first year?

JBE: The numbers of doctors increased. In 2001, a Faculty of Health Sciences opened at the State University in Port au Prince. Unfortunately, the school was closed down by the coup d'etat of 2004. We were obliged to move the students to Cuba if they wished to continue to study. Three hundred and twenty-one of them moved to the campus of the Latin America School of Medicine in Santiago de Cuba. Seventy students per year continued to enroll in the School.

Notwithstanding the coup, Cuba brought "Operation Miracle" to Haiti in 2005. This is the joint eye care program with the Government of Venezuela that has improved or restored eyesight to nearly two million people in Latin America, notably through cataract surgery. We opened three ophthalmology clinics in Haiti that year – In Port-au-Prince, Aquin (southwest) and Trou du Nord (northeast).

In December, 2006, we signed an agreement with the Government of Haiti, and in cooperation with Venezuela, to establish ten comprehensive diagnostic centers. The first one to be completed was in Cite Soleil in February 2007. These centers were also to be used for training of Haitian medical students.



Dr. Jorge Balseiro Estevez, director of the Cuban field hospital in Léogâne: "Since 1998, the Henry Reeve Cuban Internationalist Medical Brigade has treated more than 18 million cases in Haiti."

Please describe what happened following the earthquake.

JBE: At the time of the earthquake, there were 367 Cuban doctors, health workers and technicians serving in Haiti. Within hours of the earthquake, airplanes from Cuba were bringing complete field hospitals and 1,500 more medical personnel. I arrived five days following the earthquake.

Other medical personnel then followed, including 361 graduates of the Latin American School of Medicine from other countries in Latin America and fifth year Haitian medical students and Haitian resident doctors in Cuba.

There were five comprehensive diagnostic centers in operation in the earthquake zone, plus our brigade personnel went to work in Haitian institutions. We quickly established six field hospitals.

The first of those additional 1,500 medical personnel were those who had already worked in Haiti. All of our doctors were paired up with the Haitian students, as much as possible.

How many Haitians have been served by Cuba's medical mission?

JBE: According to my most recent statistics from several weeks ago, since 1998, the Henry Reeve Cuban Internationalist Medical Brigade has treated more than 18 million cases in Haiti. We have performed 304,577 surgeries and vaccinated 1,501,076 people. We estimate the number of lives we have saved is 284,239.

Since the earthquake, we have treated 347,601 people and performed 8,870 surgeries. We have delivered 1,631 babies and vaccinated 74,493 people.

The post-earthquake work is very complex, with large numbers of injured people to treat. Rehabilitation services have been provided to 75,013 people. So far, 75 people have received prostheses to replace lost limbs. Psycho-social treatment is also needed for survivors. 116,000 children, for example, are receiving some form of psycho-social assistance.

Rodent and mosquito control in communities and in the survivor camps is an important part of our work, too.

The cholera outbreak must have been quite a burden to pile onto the existing post-earthquake work?

JBE: Yes, but we had no choice but to respond quickly. The Brigade established 44 cholera treatment units (complete with testing laboratories) and 23 cholera treatment centers. Those numbers are today at 45 and two, respectively. We also have 46 cholera detection units in operation in communities.

Our total number of patients in the first year of the epidemic was 76,130. Thirty percent of those were under the age of 15. We suffered 272 deaths in the areas we were serving, but we are very proud to report that we have had no deaths in the past 267 days. Our mortality rate from cholera has declined to 0.36% per patient, compared to the country-wide rate of 1.41%.

So give us a summary of Cuba's medical presence in Haiti today?

JBE: At present we have 786 Cuban doctors and health workers in Haiti, and we are working with an additional 21 from Latin American countries. Since the earthquake, we have received US$23 million in financial assistance from international donors.

We have 23 communal (provincial) hospitals in operation and ten comprehensive diagnostic centers (operated in cooperation with Venezuela). We have a total of 30 rehabilitation rooms. There are 28 active epidemiological surveillance and control programs (surveying for such threats as malaria and dengue). There are 12 health (family doctor) centers and we are planning to build a laboratory for producing prostheses and three electrotechnical workshops (for equipment maintenance and repair). Two Operation Miracle clinics are still in operation and we are providing technical advice as well as vaccines for vaccination programs.[2]

Could you say a few words about your personal experiences?

JBE: I work at the field hospital in Léogâne (west of Port-au-Prince, the epicenter of the earthquake). Our work is very complex. I would like to give you an idea of the scope and complexity of the treatment we provide to our patients.

We have to deliver medical services. We have treated some 48,00 patients and performed 500 surgeries and 150 deliveries.

We have fitted 70 amputees with prostheses. The patients require constant care and follow-up, because as a child or adolescent grows, or as a wound heals from an amputation heals, the prosthesis is outgrown and must be replaced. So we must equip ourselves with the capacity to make new ones.

Children and new mothers require special care. We have a lot of activities to occupy the children and help to heal their psychological wounds.

Our work is performed in tents, so we must take special care to keep everything hygienic. (There is a very good hospital building in Léogâne that is under-utilized but we have been unable to come to an agreement to help open up the unused sections of the facility.)

Food and clean water must be supplied, not only for our hospital but also for the surrounding community, as needed. Everything we do we must insert training of student doctors or health workers. And we must conduct health promotion and education among the population we are serving.

So you see, these are very challenging conditions in which we are working.

continued on p(16)



A gauche, Hugo Dominguez de l'Union Métallurgique uruguayenne de PIT-CNT



Bannière du grand syndicat de la Centrale des travailleurs unifiés (CUT) demandant le retrait immédiat des troupes d'occupation de la Minustah en Haïti

LE CONTINENT A FAIT ENTE

Par Laura C. González

Les protestations du peuple haïtien contre l'occupation militaire par les Nations Unies de son pays ont trouvé un écho dans le continent sud-américain.

Le 5 novembre dernier, dans la ville brésilienne de Sao Paulo, plus de 600 personnes, incluant beaucoup de représentants internationaux, se sont réunies pour se joindre à la demande haïtienne: «La MINUSTAH doit sortir d'Haïti». MINUSTAH est la mission de l'ONU pour stabiliser Haïti, comme étant la force d'occupation de presque 13.000 membres.

Des Brésiliens ainsi que des porte-paroles des États-Unis, France, Uruguay, Argentine, Bolivie et Haïti, représentant les mouvements sociaux, partis politiques, estudiantins et des organisations syndicales, se sont ralliés pendant quatre heures à l'Hôtel de Ville de Sao Paulo pour analyser et dénoncer la situation intolérable en Haïti.

La contribution d'Haïti à l'indépendance latino-américaine au cours du 19e siècle a souvent été évoquée comme l'une des raisons les plus importantes de solidarité convaincante pour la lutte contre la MINUSTAH haïtienne.

«Haïti est un pays qui a soutenu la lutte de liberté en Amérique latine», a déclaré Julio Turra, président du plus grand et plus important syndicat du Brésil, la Centrale des travailleurs unifiés ou CUT. «Un pays qui a terrifié les propriétaires d'esclaves dans tout l'Amérique est aujourd'hui subjugué à subir une occupation militaire étrangère qui n'a rien à voir avec des fins humanitaires, ainsi qu'on le propose. C'est embarrassant. Par conséquent, le peuple latino-américain, le Brésil en particulier, a une dette envers Haïti et, c'est un devoir historique. Nous devons exprimer notre solidarité et nous ne pouvons pas accepter un retrait progressif des troupes, parce que nous ne savons pas quand cela prendra fin. Nous devons demander la retraite immédiate des troupes et défendre la souveraineté d'Haïti, face à l'occupation. »

Beaucoup d'intervenants ont rappelé que l'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva avait promis que l'occupation serait seulement pour six mois.

Les effets négatifs de troupes de la MINUSTAH en Haïti, sont l'une des principales préoccupations. Colia Clark, un activiste du mouvement des droits civiques dans les années 1960, a déclaré que «la présence de l'ONU en



Colia Clark, un activiste du mouvement des droits civiques dans les années 1960, parlant au nom de la délégation américaine



Nelson Guevara Aranda de l'Union des mineurs boliviens de Huanuni

Haïti est une violation de toutes les normes internationales relatives aux droits humains.» Hugo Dominguez de l'Union Métallurgique uruguayenne de PIT-CNT, a déclaré: «Les occupations sont des exemples de la politique de l'oppression. Comme Uruguayens, nous avons honte à cause des actions des troupes Uruguayennes en Haïti», en référence au video d'un assaut sexuel des quatre soldats uruguayens contre un jeune Haïtien pendant l'été. Nelson Guevara Aranda de l'Union des mineurs boliviens de Huanuni a dit que quelques semaines auparavant, son organisation, composée de plus de 5000 travailleurs, a décidé de demander au gouvernement bolivien le retrait immédiat des troupes parce que «en dépit des sept années d'une occupation injustifiée, il n'y a rien de positif résultant de sa présence; au contraire, cela n'a fait que violer constamment la souveraineté et la dignité d'Haïti.»

En plus de cette critique, quelques intervenants ont souligné des exemples d›organisations fournissant une réelle solidarité au peuple haïtien. «Nous devons traduire notre indignation, notre honte, en actes concrets», a déclaré Joaquim Piñero du Mouvement des Sans Terre du Brésil (MST). «Comme le Mouvement des Sans Terre, comme Via Campesina, vous savez que nous avons des moyens limités, mais en dépit de ces difficultés, depuis 2005, nous avons eu un accord très important avec les organisations de travailleurs haïtiens, principalement dans le secteur agraire. Ces accords, en plus d›être des exemples de solidarité concrète pour nous, sont des occasions d›apprendre de la population haïtienne qui a une longue histoire de lutte et de résistance. Par conséquent, nous sommes assez sûrs que quand nos militants reviendront, ils seront changés grâce à cette expérience.»

Il y avait aussi des dirigeants haïtiens à la réunion tel que Fignolé St Cyr de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) qui a dit avoir été très fier de participer à cet important et grand événement. Et, il a ajouté qu›il a vu comment la «sensibilisation» de la situation haïtienne a augmenté au Brésil au cours des dernières années.

Au cours de cette rencontre, l›un des orateurs les mieux reçus était un Haïtien qui vit près de Buenos Aires. «La MINUSTAH ne devrait pas devenir un arbre qui cache la forêt» a déclaré Henry Boisrolin du Comité démocratique haïtien de l'Argentine. «Lutter contre la MINUSTAH signifie lutter contre d'autres instruments néocoloniaux aussi. Un de ces instruments est la soi-disant Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti co-dirigée par l'ancien président américain Bill Clinton. En fait, Clinton est le vrai président d'Haïti. Comme les organisations haïtiennes, nous pensons que pour lutter, nous devons d'abord comprendre, parce que personne ne va mourir pour quelque chose que l'on n'aime pas. Aider Haïti ne signifie pas simplement l'envoi de médecins, ingénieurs, etc. Il y a des organisations haïtiennes



Fignolé St Cyr de la Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens CATH



Quelques bannières au Continental Act to Withdraw UN Troops from Haiti in Sao Paolo Brazil


Une vue de l'assistance

de défense populaires qui ont besoin de prendre le pouvoir pour changer la réalité en Haïti et elles n'ont besoin que de l'aide. Nous savons que nous devons mener le combat, mais comme l'occupation a été internationalisée, nous devons internationaliser la révolution en Haïti, aussi.»

A la fin de la réunion, a été lu le serment de Sao Paulo, dans lequel les participants officiellement ont constitué le Comité Continental pour le retrait immédiat des troupes de l›ONU en Haïti. Il mènera une campagne internationale avec quatre exigences:

1) Haïti a besoin de médecins, ingénieurs, enseignants et techniciens - et non des troupes d›occupation!

2) Annuler la dette extérieure d›Haïti!

3) Réparation pour le montant de la rémunération versée pour la dette immorale imposée à la suite de l›indépendance d›Haïti! Réparation pour les familles des victimes du choléra et de violations des droits humains!

4) Retrait immédiat des troupes de l›ONU en Haïti!

Après avoir montré qu›il y a une réelle détermination de la «communauté internationale» en Haiti, les participants du rallye ont quitté la pièce en chantant : «Dilma écoutez ici, enlevez les troupes brésiliennes en Haïti».

Le rallye a été une illustration émouvante du mouvement croissant de solidarité envers le peuple haïtien à travers l'Amérique du Nord et du Sud. Les participants ont quitté, renforcés projetant que dans un an, cette mobilisation se terminera par une «Journée d›action continentale pour le retrait des troupes d›Haïti» pour le huitième anniversaire du lancement officiel de la MINUSTAH, le 1er juin 2012. Les organisations et les militants travailleront pour des démonstrations à travers le monde ce jour-là pour exiger le retrait immédiat des troupes de l›ONU en Haïti.

Déclaration de la délégation des Etats-Unis à la «Ato Continental Pela Retirada Imediata das Tropas ONU da ne Haïti»

Nous saluons l'initiative du Comité *Défendre Haïti, c'est nous défendre nous-mêmes*. En effet, la lutte contre l'occupation militaire illégale d'Haïti est dans l'intérêt de tous les peuples du monde. La délégation des Etats-Unis à cet événement historique comprend Kolia Clark de la Commission d'enquête internationale sur Haïti, Kim Ives de l'hebdomadaire Haïti Liberté, et le journaliste Dan Coughlin de La Nation.

ENDRE SA VOIX POUR HAÏTI


Markus Sokol, un membre de la Direction nationale du PT & O Trabalho


Henri Boisrolin du Comité Démocratique Haïtien en Argentine


Milton Barbosa fondateur du mouvement noir unifié brésilien

Nous demandons instamment la fermeture immédiate des 25 bases militaires étrangères en Haïti et le retrait de toutes les forces internationales. À tous égards, les huit années d'occupation sous l'égide du Brésil ont été un désastre total pour les droits humains et la démocratie en Haïti.

• Sous l›occupation, des milliers d›Haïtiens, pauvres pour la plupart, considérés comme des partisans du mouvement politique Lavalas et de l'ancien président Jean Bertrand Aristide, ont été tués ou emprisonnés.

• Sous l›occupation, les élections organisées ont exclu la grande majorité des Haïtiens et le parti politique le plus important du processus démocratique. Cela a conduit au régime néo-duvaliériste du président Michel Martelly qui a pris le pouvoir avec la promesse qu›il allait ressusciter l›armée, méprisée par les Haïtens - une force qui a été utilisée uniquement pour tuer et réprimer les Haïtiens, et leur refuser leurs droits démocratiques.

• Sous l›occupation, les pratiques polluantes des troupes de l›ONU ont conduit à l›introduction d›une épidémie de choléra qui fait rage et qui, à date, a tué plus de 6600 Haïtiens et en a infecté un demi-million.

• Sous l›occupation, les troupes de l›ONU ont été utilisées comme une force politique partisane, principalement pour réprimer les manifestations légitimes des Haïtiens contre le coup d'Etat de 2004 et l›occupation de l›ONU. Les troupes de l›ONU ont également essayé d›empêcher les Haïtiens - déjà les moins bien rémunérés dans l›hémisphère - de manifester pour un salaire minimum vital.

Cette occupation désastreuse et anti-démocratique a entaché la réputation de tous les pays qui en sont impliqués. Mais c'est Washington qui est à la tête de cet effort. Comme l'ont montré les câbles du Département d›Etat américain révélés par Wikileaks, la mission de l›ONU en Haïti répond à un élément majeur de l'objectif de la politique étrangère américaine, bon marché pour Washington, à un moment où les troupes américaines ont été immobilisées en Afghanistan et en Irak.

Ni l›ONU, ni les armées et les forces de police de plus de 45 pays à travers le monde, ne devraient être utilisées comme arme par Washington pour créer un pays de sweatshop à bas salaires, sans droits démocratiques ou humains.

Comme de nombreux dirigeants haïtiens l'ont dit, il doit y avoir des solutions haïtiennes pour des problèmes haïtiens. Si l›ONU veut envoyer des médecins, des ingénieurs ou autres spécialistes pour aider les Haïtiens, comme les Cubains et les Vénézuéliens le font, nous n›avons aucun problème avec cela. Mais l›ONU n'aurait dû jamais envoyer des soldats, des chars et des canons en Haïti, des armes qui ont été utilisées uniquement pour faire appliquer l›agenda néolibéral de Washington, Paris et Ottawa. Il est grand temps que les épées de l›ONU se transforment en socs de charrue.

L'impérialisme humanitaire au nom de la Justice Internationale

Par Julien Teil

La croisade de la NED en Afrique

Lorsque la National Endowment for Democracy **NED** (Fondation nationale pour la démocratie) est crée en 1982, elle prévoit d'utiliser le prétexte des "droits de l'homme et de la démocratie" pour justifier ses activités. Elle va ainsi parvenir à sceller de très importants partenariats avec différentes associations de renommée internationale dans les années 90, comme par exemple avec la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme). La même décennie sera marquée par la participation des organisations de droits de l'homme, dont celles de la NED, aux premiers travaux qui conduiront à la naissance d'une cour de justice internationale permanente. Ces travaux démarrent en 1994 et aboutissent à l'adoption du statut de Rome en 1998. Mais seuls 121 pays sur 200 ratifieront les statuts de la Cour Pénale Internationale (CPI). Les ONG de la NED et de l'IEEDH (Initiative Européenne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme) s'engagent alors dans un véritable lobby afin de convaincre les pays méfiants à l'égard de la Cour Pénale Internationale. Par ailleurs, certains intellectuels ont à l'époque vivement critiqué ce projet, dénonçant une chose prévisible: Cette nouvelle cour de justice pourrait en définitive devenir un instrument supplémentaire des puissants contre les faibles. En cette fin d'année 2011 le comportement de la Cour Pénale Internationale et de son actuel procureur Luis-Moreno Ocampo, ne font que montrer la légitimité de ces inquiétudes. La crédibilité de la CPI est plus qu'atteinte, son fonctionnement contesté, mais par-dessus tout son impartialité. Elle a en effet, dans le cas libyen, pris position en faveur d'un camp dans une Guerre Civile et cela sur la base d'aucune preuve solide.

Le double jeu des Etats-Unis face à la CPI

Après deux réunions de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1995, un comité préparatoire (PrepCom) est créé afin d'élaborer les statuts de la future Cour Pénale Internationale. Ce comité se réunira plusieurs fois par an jusqu'en 1998 - année de l'adoption du Statut de Rome. Au nom de la lutte pour la reconnaissance de la responsabilité des auteurs de crimes, de nombreuses ONG ont participé à PrepCom notamment en se réunissant au sein d'une organisation : La Coalition pour la Cour Pénale Internationale.



La Cour Pénale Internationale est manifestement un outil de domination dont les propres principes ne sont pas respectés par ceux qui sont chargés de la conduire

Luis-Moreno Ocampo le procureur de la Cour Pénale Internationale

Cette dernière regroupe aujourd'hui plus de 1000 ONGs qui, au delà d'avoir participé à PrepCom, poursuivent une activité de lobbying auprès des Etats qui n'auraient pas encore reconnu la Cour Pénale Internationale. L'organisation est administrée par un Comité exécutif rassemblant une vingtaine d'ONGs parmi lesquelles Amnesty International ; la FIDH ; Human Rights Watch ; mais aussi des organisations de la NED comme l' Associacion Pro Derechos Humanos (APRODEH). L'organisation se dote également d'un Conseil Consultatif dont le président est Kofi Annan et de membres parmi lesquels Lloyd Axworthy (un des pères de la R2P - responsabilité de protéger) ; le Juge Richard Goldstone ; le Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Hussein de Jordanie ; etc.

Parmi les ONG ayant participé à PrepCom, certaines incarnent de façon évidente les intérêts des États-Unis que l'on peut résumer ainsi: Les États-Unis ne souhaitent pas ratifier certains statuts de la Cour Pénale Internationale et ainsi rester à l'abri de cette justice. Mais ils souhaitent néanmoins pousser les États du monde entier, et en particulier ceux du Sud et leurs concurrents stratégiques à se soumettre à cette justice et donc à reconnaître la Cour et le Statut de Rome. A la suite de l'entrée en vigueur, le 1er juillet 2002, du Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale , l'hostilité états-unienne s'exprime premièrement par un refus catégorique de toute coopération avec la Cour Pénale Internationale dans le cadre des possibles crimes américains commis dans la "lutte contre le terrorisme". Cette volonté est formalisée par l' American Service Members Protection Act (ASPA) signé le 2 Août 2002 par l'ex-président George W. Bush et garantit d'utiliser « tous les moyens nécessaires et appropriés pour libérer un citoyen américain détenu par la CPI ». Par ailleurs, les États-Unis tentent d'instrumentaliser la base légale de l'article 98 du Statut de Rome qui oblige une coopération des États signataires avec la CPI. Or les États-Unis n'entendent pas se soumettre à ceci et signent plus de 60 Accords Bilatéraux d'Immunité (ABI) afin d'exclure ses officiels et ex-officiels résidents dans les pays signataires de ces ABI de se rendre à la Cour Pénale Internationale dans le cadre d'un mandat d'arrêt.

Cette pratique est dénoncée par les mêmes ONG de la Coalition pour la Cour Pénale Internationale mais sans réel effet. En effet, les conséquences de la condamnation de la pratique états-unienne ne vont pas plus loin que les différentes condamnations concernant l'application partiale de la R2P (Responsabilité de Protéger) - qui n'a par exemple jamais été appliquée pour la protection du peuple palestinien. Les États-Unis se posent donc officiellement au dessus d'une justice internationale dont ils font par ailleurs la promotion auprès des États qui sont soient leurs adversaires stratégiques ; soient ceux vis à vis desquels ils ont des ambitions impériales.

Pour y parvenir, la NED et ses partenaires sélectionnent et forment des personnes à devenir des "défenseurs des droits de l'homme" et créent ainsi un véritable réseau de "société civile internationale", ce à quoi peut être assimilé le World Movement for Democracy de la NED. Les membre de ce réseau, bien qu'ayant une capacité d'action locale et indépendante, demeurent sous le contrôle de la NED et fournissent ainsi un support aux volontés impériales des États-Unis et de leurs alliés.

La Ned en Afrique

L'Afrique Sub-Saharienne est longtemps restée une zone d'influence francophone dont la France se servait pour poursuivre une politique post-coloniale de prédation des richesses (Uranium ; Pétrole ; Gaz). Mais au cours des années 90, les partenariats entre la National Endowment for Democracy et les ONG de droits de l'homme françaises se sont multipliés. Cette réalité peut être interprétée comme un manque de sérieux de la part des associations françaises dans la critique du néo-colonialisme mais en réalité c'est avant tout la question politique qui va influencer le travail et les réseaux des ONG de droits de l'homme en Afrique.

Un document daté d'Octobre 1998 peut attester de l'influence alors croissante de la NED en Afrique. Il s'agit d'un appel lancé par l'ONG Derechos Human Rights, une organisation financée par la NED en Amérique Latine. En réalité ce document a été écrit et publié par l' Observatory for the Protection of Human Rights defenders (Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme). Cette organisation a été conjointement fondée par la FIDH et l'organisation mondiale contre la torture - une organisation présidée par l'ex-fonctionnaire français aux Nations Unies Yves Berthelot. Le contenu du document fait état de l'arrestation de plusieurs "défenseurs des droits de l'homme" en République Démocratique du Congo (RDC) :

Immaculé Biraheka

Immaculé Biraheka est la Directrice de l'organisation PAIF (Promotion et Appui aux Initiatives Feminines) basée à Goma, en République Démocratique du Congo (RDC). Cette organisation reçoit dés 1996 une bourse de la NED par l'intermédiaire de l'International Human Rights Law Group puis directement par la NED pour les années 2000, 2001, 2003, 2004, et 2005. Elle reçoit le Democracy Award en 2006, la récompense de la NED. Elle est officiellement arrêtée le 8 mai 1998 pour avoir rencontré Dave Peterson, le responsable de la NED pour l'Afrique depuis 1998.

Paul Nsapu

Paul Nsapu est l'actuel vice-président de la FIDH. Selon le Comité pour la Solidarité avec le Congo Kinshasa, il est arrêté en compagnie de Sabin Banza, le lundi 27 avril 1998 à la sortie d'un rendez-vous à l'ambassade de Belgique à Kinshasa. Ils sont alors respectivement président et vice-président de la Ligue des Électeurs (Elector's League). Le président Laurent Désiré Kabila les accuse d'être des "espions au service de la Belgique et fomentant un complot pour le renverser". La Ligue Des Électeurs est une organisation membre du réseau de la FIDH et du World Movement for Democracy (NED). Paul Nsapu est par ailleurs le coordinateur du Bureau National pour l'Observatoire et la Surveillance des Elections en République Démocratique du Congo.

Le 28 Octobre 2011, il est cette fois arrêté à Dakar alors qu'il y était attendu pour une conférence de presse où il devait présenter le dernier rapport de la FIDH et de l'Organisation Mondiale de la Torture. Il est cette fois arrêté en compagnie d'Alioune Tine, le président de la RADDHO.

Alioune Tine

Alioune Tine est connu pour être un violent opposant au président Wade. En effet, il multiplie depuis un certain temps ses voyages à l'étranger afin d'y obtenir le support des pays occidentaux. Il est par ailleurs le président de la RADDHO (Rencontre Annuelle pour la Défense des Droits de l'Homme). La réunion fête cette année ses 20 ans et est financée par des ambassades (États-Unis , Suède, Pays-Bas, Royaume-Uni, Allemagne) ; des ONG et fondations (Human Rights Watch, Fondation Ford ; etc.) mais surtout par AEDH (Agir ensemble pour les Droits de l'Homme), un partenaire français essentiel de la NED en Afrique. Son récent voyage aux États-Unis afin de demander une "intervention occidentale" au Sénégal ne fait aucun doute quant à ses ambitions.

La NED et la France partent en croisade droits-de-l'hommiste

En décembre 2009, le président de la NED Carl Gershman se rend en France afin de resserrer les liens de la NED avec la France. Il y rencontre par la même occasion François Zimmeray, l'ex-Ambassadeur pour les droits de l'homme de l'ex-Ministre des Affaires Étrangères Bernard Kouchner. Des rencontres avec AEDH, la FIDH et d'autres associations sont organisées.

AEDH développe des programmes internationaux dont CIVIK (Consolider, Impulser et Valoriser les Initiatives de la société civile au Kivu). Le Kivu est une province du Congo Brazzaville théâtre d'affrontements réguliers. Ce programme est réalisé avec le soutien de la Commission Européenne et de la NED.

AEDH propose également un "Programme de formation pratique de jeunes défenseurs des droits de l'Homme en Afrique". Mis en œuvre avec 7 associations partenaires de la NED et de la FIDH (RADDHO ; OCDH ; Groupe Lotus, etc.), le programme a formé près de cent jeunes qui rejoignent ensuite des équipes associatives locales et partenaires. Ce programme est quant à lui financé par la NED, le Ministère Français des Affaires Étrangères, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (lui même partenaire de la NED), etc.

Comme on le voit, la NED et le couple AEDH/FIDH qui représentent en réalité les deux pays membres de l'OTAN les plus impliqués dans la prétendue défense des droits de l'homme et la démocratie, ont su depuis un certain temps nouer d'étroits partenariats afin de former des individus qui donneront une influence à leur réseau de société civile internationale.

La NED et la CPI

Il est difficile de mesurer avec précision l'influence de la NED dans le soutien à la Cour Pénale Internationale et à sa reconnaissance

Suite à la page (16)

Retrait et défaite américaine en Irak



Toutes les troupes américaines en uniforme devront s'être retirées d'Irak au 31 décembre 2011

Par Immanuel Wallerstein

C'est maintenant officiel : toutes les troupes américaines en uniforme devront s'être retirées d'Irak au 31 décembre 2011. Il y a deux façons de lire cette nouvelle : la première, c'est celle du président Barack Obama qui explique qu'il tient ainsi une promesse électorale de 2008. La seconde, c'est celle des candidats républicains à la présidentielle. Ces derniers accusent Obama de ne pas avoir suivi leur avis - le même, selon eux, que celui de l'armée américaine : garder quelques soldats après le 31 décembre comme « formateurs » pour l'armée irakienne. Selon Mitt Romney, la décision d'Obama a été « le résultat soit d'un pur calcul politique soit simplement une pure démonstration d'incompétence dans ses négociations avec le gouvernement irakien ».

Ces deux affirmations sont absurdes et ne servent qu'à se justifier auprès des électeurs américains. Barack Obama a fait tout ce qui était en son pouvoir, et ce en synergie totale avec le commandement de l'armée américaine et le Pentagone, pour retenir les troupes après le 31 décembre. S'il a échoué, ce n'est pas par incompétence, mais parce que les dirigeants politiques irakiens ont forcé les troupes américaines à partir. Ce retrait marque le point culminant de la défaite des Etats-Unis en Irak, comparable à celle du Vietnam.

Que s'est-il réellement passé ? Depuis au moins dix-huit mois, les autorités américaines ont fait tout ce qui leur était possible pour négocier avec les Irakiens un accord remettant en cause celui signé en son temps par le président George W. Bush fixant le retrait des troupes américaines au 31 décembre 2011. Elles ont échoué mais ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Quelle que soit la définition retenue, les groupes les plus pro-américains en Irak sont les Sunnites emmenés

Suite à la page (14)

La Libye de l'OTAN : une plongée dans la terreur et la vengeance

La « Terreur » a envahi la « nouvelle Libye » et se répand inexorablement avec l'aide des unités spéciales des états membres de l'OTAN, dont la France, les Etats-Unis et l'Angleterre, connues localement sous le nom de « escadrons de disparition ». La Terreur est une des conséquences de l'empressement de l'ONU à « protéger la population civile » au printemps dernier et elle gagne du terrain.

Par : Franklin Lamb

Dans la Libye «made in OTAN», le racisme et la violence contre les ressortissants africains se donnent libre cours. Ce ne sera pas pour déplaire aux dirigeants européens...

C'est la raison pour laquelle les inspecteurs des droits humains sont arrivés à Benghazi, en Libye, cette semaine. « Il y a environ 1085,92082238 kilomètres ou 600 miles du Caire à Benghazi » me dit la jolie employée de l'agence de voyage qui se trouve à deux maisons du café suédois près de la place Tahrir pour m'inciter à faire le voyage dans un bus à impériale de luxe du Caire à Benghazi. Finalement j'ai décidé de monter dans un vieux camion, ce qui m'est revenu trois fois moins cher, pour traverser le désert égyptien et libyen et me rendre au tribunal de Benghazi.

C'était sûrement la meilleure solution après les réunions que j'avais eues dans des pays voisins, surtout si l'on considère que l'alternative était de prendre un avion pour Tunis, puis un autre pour Jerba et ensuite de rouler six heures dans un bus bondé pour Tripoli. J'y étais déjà allé plusieurs fois en passant par le désert et je voulais être au plus vite à Benghazi pour rencontrer des gens détenus dans une des prisons surpeuplées de la ville.

Jusqu'à ce que le CNT en décide autrement hier, tous ceux qui avaient un passeport américain n'avaient pas besoin de visa pour entrer en Libye, tellement le CNT était reconnaissant de toute l'aide financière accordée par les contribuables américains, la plus grande part secrètement, aux officiels du CNT en plus de leur offrir un pays doté de vastes réserves de pétrole et sans dette nationale.

Une des habitudes linguistiques commodes de cette partie du monde est la grande tolérance qui préside à la translittération de

Suite à la page (14)

« Nos caméras sont des armes, les reportages, des balles »

Au Venezuela, le secteur des médias alternatifs est très développé : 280 chaînes de télévision et de radio répertoriées par les autorités, plus celles qui ne le sont pas. Ces médias communautaires, soutenus et animés par les habitants des quartiers défavorisés eux-mêmes, tiennent à leur indépendance. Certains la considèrent d'ailleurs menacée par un projet de loi visant à leur donner un statut et à leur apporter une aide financière. Plongée dans ces médias libres, dans les quartiers populaires de Caracas, loin des oligarchies journalistiques.

Par Jean-Baptiste Mouttet



Dans les studios de Catia TVe

«Ne regardez pas la télévision, faites-là ! », avertit une affiche à l'entrée des studios de Catia TVe, une chaîne de télévision vénézuélienne. Au premier abord, peu de choses différencient ces locaux de ceux d'une chaîne classique : un studio d'enregistrement, une salle de rédaction, des bureaux administratifs… Le graffiti d'un guérillero armé d'un mégaphone met pourtant la puce à l'oreille. CatiaTVe, située dans le quartier éponyme de Caracas, au Venezuela, est un média communautaire. Il ne donne pas seulement la parole à la population : ce sont les habitants des barrios, les favelas vénézuéliennes, qui l'ont créé et le gèrent.



Ligia Elena

« 70 % de nos programmes proviennent des communautés et 30 % sont réalisés par les salariés de la radio », décrit Ligia Elena, coordinatrice des informations. Les 28 employés, tous payés à parts égales au salaire minimum (environ 254 euros), sont eux-mêmes issus de ces quartiers défavorisés.

« Ni capital privé ! Ni État ! »

« Le but des médias privés est de vendre, le nôtre est de permettre au peuple de s'exprimer, explique Ligia Elena. Ils satanisent nos barrios en parlant seulement de l'insécurité. Nous, nous montrons nos luttes. » Wilfredo Vasquez, un des fondateurs, assure que CatiaTVe participe à une « transformation socioculturelle » : « Nos caméras sont des armes, les reportages, des balles », dit-il sans concession.

Catia TVe, créée en 2001, est un des médias communautaires les plus importants du Venezuela. Les autres sont, pour la plupart, de taille plus réduite. C'est le cas de Radio Activa,

Suite à la page (18)

La CIA aux commandes de l'armée libyenne

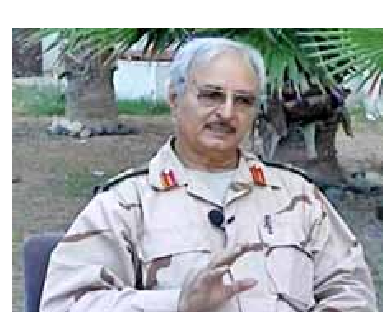
Par Mounadil Al Djazaïri

Le 17 novembre, environ 150 officiers et sous-officiers de l'armée libyenne, ayant rejoint les rebelles, se sont réunis Al-Baïda (200 km à l'est de Benghazi),et ont nommé Khalifa Belkacem Haftar – ou Hifter–, colonel pro-américain (formé en URSS)comme chef d'Etat-major de l'armée « en raison de son ancienneté, de son expérience, de sa capacité à diriger et des efforts qu'il a déployés pour la révolution du 17 février».

Ce coup de force a provoqué la colère de l'Union des thowar de Libye qui regroupe une trentaine de milices rebelles refusant de déposer les armes, mais qui ne s'entendent pas toutes entre elles. Certaines, notamment de Zenten et du Djebel Nefoussa, remettent également en cause la nomination de Abdelhakim Belhaj, ancien dirigeant du Groupe islamique de combat libyen (GICL) parachuté par le Qatar à la tête du Conseil militaire de Tripoli. Le général Soleiman Mahmoud, proche du général Abdel Fattah Younès - issu de la même tribu -assassiné l'été dernier, a accusé l'émirat du Golfe de soutenir le courant islamiste et de chercher à « acheter »les Libyens.

Concernant le colonel Haftar, lire « Un CIA commandant pour les rebelles libyens »par Patrick Martin, paru le 28 mars dernier sur le site World Socialist Web Site * :

Le Conseil National Libyen,



DR Khalifa Haftar, l'homme de la CIA

l'organisation basée à Benghazi qui parle au nom des forces rebelles qui luttent contre le régime de Kadhafi, a désigné un collaborateur de longue date de la CIA pour diriger ses opérations militaires. Le choix de Khalifa Hifter, un ancien colonel de l'armée libyenne a été signalé jeudi par McClatchy Newspapers, et le nouveau chef militaire a été interviewé par un correspondant d'ABC News dimanche soir.

Hifter, dont l'arrivée à Benghazi avait été rapportée pour la première fois le 14 mars par Al-Jazeera, a fait l'objet le 19 mars d'un portrait flatteur dans le Daily Mail, un tabloïd britannique farouchement belliciste. Le Daily Mail présentait Hifter comme une des « deux étoiles militaires de la révolution » qui « est rentré récemment d'exil en Amérique pour apporter une certaine cohérence tactique aux troupes rebelles au sol. »Le journal n'évoquait pas ses liens avec la CIA.

Il vivait aux Etats-Unis à une dizaine de kilomètres du siège de la CIA.

McClatchy Newspapers a publié un profil d'Hifter ce dimanche 20 novembre. Intitulé « Le nouveau chef rebelle a passé une bonne partie des 20 dernières années dans une banlieue en Virginie, »l'article note qu'il avait été auparavant un officier supérieur du régime de Kadhafi jusqu'à « une aventure militaire désastreuse au Tchad à la fis des années 1980. »

Hifter avait ensuite rejoint l'opposition à Kadhafi puis finalement émigré aux Etats-Unis où il a vécu jusqu'à ces dernières semaines qui ont vu son retour en Libye pour prendre le commandement de Benghazi.

Le profil par McClatchy concluait, « Depuis son arrivée aux Etats-Unis au début des années 1990, Hifter a résidé dans une banlieue de Virginie aux environs de Washington DC. ». Il citait un ami qui « disait ne pas trop savoir comment Hifter subvenait à ses besoins, et qu'Hifter s'occupait d'abord d'aider sa grande famille. »

Pour ceux qui savent lire entre les lignes, c›est une indication à peine voilée du rôle d'Hifter en tant qu'agent de la CIA. Comment en effet, un ancien officier supérieur de l'armée libyenne a-t-il pu entrer aux Etats-Unis au début des années 1990, seulement quelques années après l'attentat de Lockerbie, puis s'installer près de la capitale fédérale, sans l'accord et l'aide active

Suite à la page (15)

Irak

Suite de la page (13)

par Iyad Allaoui, personnage dont les liens avec la CIA sont notoires, ainsi que le parti de Jalal Talabani, le président irakien d'origine kurde. Les deux hommes ont finalement admis, certes avec réticence, qu'il valait mieux voir les troupes américaines s'en aller.

Le dirigeant irakien qui s'est le plus battu pour que les troupes américaines restent est le Premier ministre Nouri Al-Maliki. De toute évidence, il était convaincu que les faibles capacités de l'armée irakienne à maintenir l'ordre conduiraient à de nouvelles élections qui risquaient de sérieusement fragiliser sa propre position, voire de l'amener à abandonner ses fonctions.

Les Etats-Unis ont fait concession sur concession et n'ont cessé de réduire le nombre de soldats qu'ils allaient laisser sur place. Le problème lancinant était posé par le Pentagone qui insistait sur la nécessité de garantir l'immunité judiciaire sur le sol irakien aux soldats (et mercenaires) américains pour tout crime dont ils pouvaient être susceptibles d'être accusés. Maliki était prêt à y consentir, mais il était bien le seul. Les « Sadristes », en particulier, menaçaient de retirer leur soutien à son gouvernement s'il acceptait. Et sans ce soutien, Maliki ne disposait plus de la majorité requise au parlement.

Qui a gagné alors ? Le retrait a été une victoire du nationalisme irakien. Et la personne qui a fini par incarner le nationalisme irakien n'est autre que Moqtada Al-Sadr. Certes, Al-Sadr est à la tête d'un mouvement chiite historiquement violemment anti-baassiste, ce qui a généralement été synonyme pour ses partisans d'anti-sunnisme. Mais Al-Sadr et son mouvement ont depuis longtemps évolué par rapport à cette position initiale et se présentent aujourd'hui en champion du retrait américain. Moqtada Al-Sadr s'est rapproché des dirigeants sunnites et kurdes dans l'espoir de créer un front nationaliste pan-irakien centré sur le rétablissement de l'autonomie de l'Irak. Et il a réussi.

Certes, Al-Sadr, comme Maliki et tant d'autres dirigeants chiites, a passé une grande partie de sa vie en exil en Iran. Sa victoire est-elle par conséquent celle de ce pays ? Il ne fait guère de doute que l'Iran a amélioré sa crédibilité en Irak. Mais ce serait commettre une grosse erreur d'analyse que de croire que l'Iran serait parvenue à remplacer les Etats-Unis comme force dominante sur la scène irakienne.

Il existe des tensions de fond entre chiites iraniens et chiites irakiens. D'une part, les Irakiens ont toujours considéré l'Irak et non l'Iran comme centre spirituel du monde religieux chiite. Il est indéniable qu'au cours du dernier demi-siècle, les transformations intervenues sur la scène géopolitique ont permis aux ayatollahs iraniens de paraître dominer le monde religieux du chiisme.

C'est un phénomène équivalent à ce qui s'est passé dans la relation entre les Etats-Unis et l'Europe



Le Premier ministre Nouri Al-Maliki

occidentale après 1945. La puissance géopolitique des Etats-Unis a inversé la relation culturelle entre les deux rives de l'Atlantique. Les Ouest-Européens durent accepter la nouvelle domination culturelle et politique des Etats-Unis sans pour autant apprécier cette situation. Ils cherchent désormais à regagner leur place de « patron » sur le plan culturel. Il en va de même avec la relation Iran-Irak. Au cours du dernier demi-siècle, les chiites irakiens ont dû accepter la domination culturelle de l'Iran mais ils ne s'y sont jamais fait. Et ils vont maintenant œuvrer à regagner leur place de patron sur le plan culturel.

Malgré leurs déclarations publiques, Barack Obama et les Républicains savent que les Etats-Unis ont été battus. Les seuls Américains à ne pas vraiment le croire sont finalement cette petite frange de militants gauchistes qui ne parviennent pas à admettre que les Etats-Unis ne gagnent pas toujours partout géopolitiquement. Trop aveuglée par sa dénonciation systématique des Etats-Unis, cette fraction réduite - et en diminution - de la population est incapable de percevoir cette réalité d'un pays sérieusement en déclin.

Pour ce groupe, rien n'a changé en Irak puisque les Etats-Unis n'ont fait que passer le relais du Pentagone au Département d'Etat, lequel est chargé de deux choses : faire venir davantage de marines pour assurer la sécurité de l'ambassade américaine ; recruter des formateurs pour les forces de police irakiennes. Mais faire venir sur place plus de marines est un signe de faiblesse, pas de force. Cela signifie que même l'ambassade américaine, pourtant bien gardée, n'est pas à l'abri d'attentats. C'est exactement pour cette raison que les Etats-Unis ont dû annuler des projets d'ouverture de nouveaux consulats.

Quant aux formateurs, il s'avère que l'on parle ici d'environ 115 policiers qui doivent être protégés par des milliers d'agents de sécurité issus de compagnies privées. Je veux bien parier que ces formateurs de police feront très attention à chaque fois qu'il leur faudra quitter l'enceinte de l'ambassade et que le recrutement d'agents de sécurité privés va se compliquer, étant donné que ces derniers ne bénéficieront plus de l'immunité.

Personne ne devrait être surpris si après les prochaines élections irakiennes le nouveau Premier ministre s'appelle Moqtada Al-Sadr. Ni les Etats-Unis ni l'Iran ne sauteront de joie…

Mémoire des luttes 16 novembre 2011

La Libye

Suite de la page (13)

l'arabe dans les autres langues ; cela facilite beaucoup la tâche de ceux qui ne connaissent pas bien l'arabe. Et tout le monde sait qu'il y a de multiples manières d'écrire les mots arabes et que la plupart sont acceptées.

Mais en Libye aujourd'hui il faut être très attentif pour saisir l'importante distinction entre certains mots anglais quand on se réfère au sort qui attend de plus en plus de supporters du régime de Kadhafi. On entend souvent dire que quelqu'un « a disparu » ce qui, selon sa position politique, est généralement une bonne nouvelle car cela signifie que la personne a fui, qu'elle se cache ou qu'elle a quitté le pays et est en sécurité. Mais cela peut vouloir dire aussi qu'elle « est un personne disparue » ce qui signifie alors qu'elle est tombée aux mains du nouveau régime et qu'elle a disparu, probablement pour toujours, sans que ceux qu'elle laisse derrière elle puissent jamais retrouver sa trace.

Pour avoir rencontré des réfugiés (disparus) libyens qui ont fui pour échapper aux neuf mois de bombardement de l'OTAN et qui se trouvent maintenant dans des pays voisins et pour avoir rencontré en Libye d'anciens officiels incarcérés et des membres de leurs familles ainsi que des opposants en fuite du nouveau « gouvernement », j'ai la conviction que cela va dégénérer en un paroxysme de vengeance et de nettoyage ethnique.

Ceux que les « escadrons de disparition » ciblent de plus en plus sont des membres des familles, des proches et même d'anciens domestiques, tels que jardiniers, hommes à tout faire et personnel de maison, d'anciens tenants du précédent régime. Les maisons, les meubles, les voitures d'anciens tenants du régime sont systématiquement confisqués. La torture est devenue la manière habituelle d'obtenir des informations sur des personnes susceptibles de continuer à soutenir l'ancien régime. Selon un ancien officiel libyen qui a échappé de peu à un escadron français et qui se trouve maintenant en Egypte c'est « pour la même raison que les drones sont si populaires dans votre armée des Etats-Unis, c'est parce que la torture est efficace. Pas à 100% mais ça marche mieux que le reste. »

Il semblerait que certains éléments du CNT soient en train de développer une paranoïa à la Tell Tale Heart* qui leur fait penser que s'il restait en Libye un seul supporter de Kadhafi, cela signifierait le retour de ses positions sur le rôle de la Libye vis à vis de l'Occident, et la restauration de ses projets pour l'Afrique, le contrôle des ressources naturelles et ses relations avec le Moyen Orient en rapide mutation.

Les membres du CNT de l'OTAN sont inquiets à l'idée qu'ils pourraient faire l'objet d'une enquête du Tribunal Pénal International depuis que son procureur a déclaré que les crimes allégués de l'OTAN en Libye seraient examinés « de manière impartiale et indépendante ». Des avocats occidentaux qui se trouvent en ce moment en Libye pour aider les victimes des crimes commis par l'OTAN sont consultés étrangement par des membres du nouveau régime qui craignent d'être poursuivis par le Tribunal Pénal International.

C'est aussi une des raisons pour lesquelles les rumeurs sur la reddition de Saif al Islam sont fausses. Les conseillers de Saif lui enjoignent de rester tranquille et d'attendre parce que les accusations du Tribunal Pénal International vont tomber au fur et à mesure que les crimes de l'OTAN seront dévoilés. De même il est conseillé à d'anciens officiels libyens de rester cachés dans des endroits sûrs parce que le temps est sans doute de leur côté.

Il est conseillé aux officiels des gouvernements de pays qui bordent la Libye d'accueillir les supporters de l'ancien gouvernement de Libye et de refuser les demandes d'extradition car ce qui se passe actuellement à la Haye pourrait bien aboutir à une enquête pour crime de guerre.

L'OTAN fait actuellement pression sur la Tunisie pour qu'elle ne change pas d'avis en refusant d'accéder à la demande du CNT d'extrader l'ancien premier ministre libyen, Baghdadi al-Mahmoudi. L'OTAN est inquiet parce que des avocats américains ont recommandé le mois dernier à Baghdadi de demander le statut de réfugié politique de l'ONU auprès du Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés pour essayer d'empêcher son extradition de Tunisie. Le 11 novembre 2011 l'ONU a accusé réception de la demande du Docteur Baghdadi.

Le CNT et l'OTAN sont aussi inquiets parce que la Haye fait une enquête interne globale sur la légalité de toutes les occurrences où les bombardements de l'OTAN ou autres actes de l'OTAN et du CNT ont causé la mort de civils. Une équipe dirigée par des Américains est en train d'achever une enquête de six mois dont les résultats doivent être communiqués au Tribunal Pénal International et portés à la connaissance du public bientôt.

L'ancien premier ministre par intérim Mahmoud Jibril a démissionné récemment —et d'autres vont le suivre— sous la pression des Islamistes et de beaucoup d'autres personnes qui se souviennent de ce qu'il a fait quand il était Ministre de la Justice du régime précédent et aussi parce qu'il a peur qu'une enquête soit ouverte contre lui par le Tribunal Pénal International à cause des décisions qu'il a prises pendant les huit mois derniers, décisions dont on commence à apprendre la teneur.

Après avoir affirmé que Kadhafi a été tué après avoir été pris vivant ce qui constitue clairement un crime de guerre, Jibril affirme maintenant que ce n'est pas lui qui a donné l'ordre d'assassiner Kadhafi pas plus que son ancien ami le Général Younis, mais, comme il l'a expliqué hier à une conférence de presse, au milieu des ricanements des journalistes, que c'est « quelqu'un d'autre, possiblement un état ou un président ou un leader quelconque, qui voulait que Kadhafi soit tué pour qu'il ne révèle pas les nombreux secrets qu'il était seul à détenir. »

Jibril n'a pas dit que Kadhafi savait aussi beaucoup de choses sur lui et d'autres officiels du CNT et qu'il n'est pas le seul à l'OTAN et au CNT à craindre une enquête du tribunal Pénal International.

C'est ce contexte qui favorise l'instauration de la terreur en Libye.

Note :

* Le Cœur révélateur (The Tell-Tale Heart) est une nouvelle publiée par Edgar Allan Poe en 1843. **Elle raconte l'histoire d'un personnage de sexe inconnu qui est le majordome d'un vieil homme. Ce personnage essaie de convaincre le lecteur de sa lucidité et de sa rationalité mais le lecteur n'aura d'autre choix que de croire le contraire. Le peu de détails entourant les deux protagonistes de l'histoire entraîne le lecteur dans le mystère. Cette nouvelle a été traduite en français par Charles Baudelaire.**

* **Franklin P. Lamb**, est conseiller juridique de la Fondation Sabra et Chatila, ancien conseiller de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants des Etats-Unis et professeur de droit international au Northwestern College (Oregon).

CounterPunch 13 novembre 2011
Traduction : Dominique Muselet
Afrique Asie 16 novembre 2011

Cap Haïtien

Suite de la page (8)
adoptons les résolutions que voici :
1- Faire du 1er Juin 2012, huitième anniversaire de l'occupation d'Haïti par la MINUSTHA, une véritable journée continentale et internationale de mobilisation en direction des gouvernements (en premier lieu ceux impliqués directement dans l'occupation) pour exiger le départ immédiat de la MINUSTHA. Ainsi, nous faisons nôtre l'engagement des participantes/participants à la conférence continentale de Sao Paulo ;
2 Justice et réparation pour toutes les victimes du choléra en particulier et de tous autres actes criminels de la MINUSTHA en général ;
3- Développer en Haïti et dans tous les Pays impliqués dans l'occupation d'Haïti et plus largement partout où c'est possible, des comités larges et unitaires de préparation de cette journée ;
4- Renforcer les débats, les échanges entre les organisations réunies, lors de cette conférence ;
5- Aider à renforcer le réseau national d'organisations syndicales et de mouvements populaires, associations de femmes constitués dans le cadre du comité de suivi ;
6- Contribuer au renforcement de l'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe (ATPC) autour de la publication régulière de son Bulletin « Tribune Libre de Caraïbe » comme instrument de discussion et d'information sur les initiatives en cours dans les différents pays et la constitution d'une véritable coordination de l'ATPC assurée à cette étape conjointement par l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), le Mouvman Nonm et Travayè e Peyizan, appuyé sur des correspondants dans chaque pays de la Caraïbe ;
7- Nous faisons appel au mouvement ouvrier démocratique international pour exiger la réintégration de deux responsables du Syndicat Ouvriers et Employés de la Zone Franche de Ouanaminthe SOFEZO-CODEVI et les six (6) militants du Sendika Ouvriye Tekstil ak Abiman (SOTA), licenciés abusivement pour leurs activités syndicales dans des Usines de sous-traitances de la zone métropolitaine ;
8- De même, nous appelons le mouvement ouvrier démocratique international à exiger du gouvernement français l'arrêt de la répression syndicale en Guadeloupe singulièrement contre les militantes/militants de l'UGTG ;
9- Nous condamnons toutes formes de répression dirigées contre des militantes /militants syndicalistes haïtiennes/haïtiens ;
10 Nous exigeons que toute la lumière soit faite sur la disparition de l'étudiant à la Faculté des Sciences Humaines Onald Auguste ;
11- Informés de la tenue à Alger d'une conférence d'urgence contre l'ingérence dans les affaires internes des pays pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations, nous décidons de soutenir cette conférence dont les objectifs rejoignent les nôtres ;
12- Nous exigeons également la restitution de la dette de l'indépendance imposée par la France à la jeune république d'Haïti.

Cette conférence s'est terminée par une marche pacifique, qui a démarré devant l'église Saint-Jean Bosco à Vertières, longeant la rue principale de l'entrée du Cap-Haitien jusqu'à Cité Lescot, puis est retournée jusqu'à Vertières, où la cérémonie officielle devait être réalisée. Des centaines de personnes ont pris part à cette manifestation y compris des représentants de différentes délégations, venus de plusieurs départements du pays et de l'extérieur. Sur tout le parcours, les manifestants, tenant pancartes en mains ont exigé le départ des forces d'occupation de l'ONU, justice et réparation pour toutes les victimes d'actes criminels, de violation des droits humains et de violation du droit à l'autodétermination du peuple haïtien. Les manifestants ont lancé également des propos hostiles contre l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon en Haïti, Bill Clinton qui agit comme un véritable proconsul. Ils ont demandé aux parlementaires de mettre un terme à cet instrument de domination et d'exploitation qu'est la CIRH.

« A bas l'occupation ! A bas la CIRH ! A bas Bill Clinton ! A bas Minustah ! Minustah se Kolera ! Minustah ak Kolera se marasa ! » Les manifestants chantaient : « Nous ne voulons pas de la Minustah. Le peuple haïtien dit NON à l'occupation, NON à la CIRH, NON à Bill Clinton… » Arrivés à Vertières, les manifestants ont scandé : « Vertières symbolise la libération, MINUSTAH=OCCUPATION. On ne peut commémorer Vertières avec la présence des forces étrangères sur le territoire. » La manifestation s'est terminée sans aucun incident aux environs de 12h30 à Vertières en présence des milliers de personnes qui applaudissaient ce mouvement de protestation.

Le mois de novembre 2011 a été marqué par plusieurs mouvements de protestation contre la Minustah. Le 3 Novembre dernier, plus de 5000 Haïtiens victimes de l'épidémie de Choléra ont intenté formellement une action en réparation civile par devant les instances compétentes de l'ONU en Haïti et au siège des Nations-Unies, à New-York. Le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) à Port-au-Prince, l'Institut pour la Justice et la démocratie (IJDH) à Boston et Ira Kurzban de Kurzban Kurzban Tetzeliweinger & Pratt à Miami sont chargés de ce dossier.

Le 5 Novembre, un meeting continental a été réalisé à São Paulo, au Brésil autour du thème : « Défendre Haïti c'est défendre nous-mêmes. Dehors les troupes de l'ONU d'Haïti. »

Le 16, 17 et 18 novembre, s'est tenue une conférence au Cap-Haitien, suivie d'une manifestation pacifique mobilisatrice pour exiger une fois de plus le départ immédiat et inconditionnel des forces d'occupation de l'ONU d'Haïti, justice et réparation pour toutes les victimes d'actes criminels de la Minustah.







Une marche pacifique, qui a démarré devant l'église Saint-Jean Bosco à Vertières, longeant la rue principale de l'entrée du Cap-Haitien jusqu'à Cité Lescot, puis est retournée jusqu'à Vertières, où la cérémonie officielle devait être réalisée

La CIA

Suite de la page (13)
des services de renseignements US ? Hifter a vécu en fait pendant une vingtaine d'années à Vienna en Virginie, à seulement une dizaine de kilomètres du siège de la CIA à Langley.

La CIA était bien au courant des activités militaires et politiques d'Hifter. Un article du Washington Post du 26 mars 1996 parle d'une rébellion armée contre Kadhafi en 1996 et écrit son nom dans une transcription différente. L'article a cité des témoins selon qui la rébellion a pour « chef le colonel Khalifa Iftar [et est] une organisation du type « contra » basée aux Etats-Unis et appelée Armée Nationale Libyenne. »

Création d'une milice du genre contra

La comparaison est faite avec les forces terroristes "contra"financées et armées par le gouvernement des Etats Unis dans les années 1980 contre les autorités sandinistes au Nicaragua. Le scandale Iran-Contra, qui avait secoué l'administration Reagan en 1986-87, concernait la mise au jour de ventes illégales d'armes US à l'Iran, dont le produit servait à financer les contras au mépris d'une interdiction par le Congrès. Les parlementaires Démocrates avaient couvert le scandale et rejeté les appels à une procédure d'impeachment contre Reagan pour avoir financé les activités d'une illégalité flagrante ourdies par une brochette d'anciens agents des services secrets et de conseillers à la maison Blanche.

Un livre publié par Le Monde Diplomatique en 2001 : Manipulations Africaines, fait remonter la relation avec la CIA encore plus loin, en 1987, signalant qu'Hifter, alors colonel de l'armée de Kadhafi, avait été capturé au Tchad où il combattait avec une rébellion soutenue par la Libye contre le gouvernement d'Hissène Habré, soutenu par les Etats-Unis. Il fit défection pour le Front National de Salut Libyen (FNSL), la principale force d'opposition à Kadhafi, qui avait le soutien de la CIA. Il organisa sa propre milice qui opéra au Tchad jusqu'à la déposition d'Hissène Habré en 1990 par Idriss Déby, son rival appuyé par la France.

Selon ce livre, « la force de Haftar, créée et financée par la CIA au Tchad, disparut dans la nature avec l'aide de la CIA, peu de temps après le renversement du gouvernement par Idriss Déby. »Le livre cite aussi un rapport du service de recherche du Congrès daté du 19 décembre 1996, selon lequel le gouvernement des Etats-Unis apportait une aide militaire et financière aux membres du FNSLqui avaient été repositionnés aux Etats-Unis.

Ces informations sont accessibles à tous ceux qui se livrent à une recherche même superficielle sur Internet, mais elles n'ont pas été relayées par les médias contrôlés par les grands groupes, hormis une dépêche de McClatchy qui évite toute référence à la CIA. Les chaînes de télévision, trop occupées à faire l'éloge des « combattants de la liberté »de l'est libyen, ne se sont pas fatiguées à signaler que ces forces étaient désormais commandées par un collaborateur de longue date des services de renseignements des Etats-Unis.

Pas plus que n'en ont tenu compte ceux qui parmi les libéraux ou la "gauche" s'enthousiasment pour l'intervention des Etats Unis et de l'Europe en Libye. Ils sont trop occupés à saluer l'administration Obama pour son approche multilatérale et « consultative »de la guerre, présumée être différente de l'approche unilatérale à la « cowboy »de l'administration Bush en Irak. Que le résultat soit le même – mort et destruction qui s'abattent sur la population, la souveraineté et l'indépendance d'un pays anciennement colonisé foulées aux pieds– ne signifie rien pour ces thuriféraires de l'impérialisme.

Le rôle de Hifter, présenté à juste titre, il y a 15 ans comme le chef d'une "organisation du genre contra", montre quelles sont les véritables classes sociales à l'oeuvre dans la tragédie libyenne. Quelle que soit l'authenticité de l'opposition populaire qui s'est exprimée dans la révolte initiale contre la dictature corrompue de Kadhafi, la rébellion a été détournée par l'impérialisme.

L'intervention de l'Europe et des Etats Unis en Libye n'a pas pour but d'apporter la "démocratie"et la "liberté"mais d'installer au pouvoir des pantins de la CIA qui dirigeront le pays aussi brutalement que Kadhafi, tout en permettant aux puissances impérialistes de piller les ressources pétrolières du pays et de se servir de la Libye comme base d'opérations contre les révoltes populaires qui soufflent sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord.

Texte original: A CIA commander for the Libyan rebels
Traduction : Mounadil al- Djazaïri – Titre et intertitres : AFI-Flash Afrique Asie 21 novembre 2011

Suite de la page (12)

internationale (États-Unis exclus). Il y a néanmoins des grandes lignes qui se dégagent des rapports entretenus par les membres de la NED et la Cour Pénale Internationale.

Alioune Tine, le président de la RADDHO s'est personnellement investi dans les travaux PrepCom de la CPI de 1996 à 1998. Par ailleurs et sur un autre volet relatif à la CPI, il a participé à la médiation en Côte d'Ivoire sous l'égide du National Democratic Institute (NDI), l'organisation démocrate de la NED. En 2009, il avait également appelé à la saisine de la Cour Pénale Internationale pour les "crimes commis en Guinée".

Luis-Moreno Ocampo, l'actuel procureur de la Cour Pénale Internationale dont les preuves publiques attestant des crimes contre l'humanité commis par la Jamahiriya arabe libyenne se limitent à des articles de presse et des déclarations d'associations liées à la FIDH où à la NED, a lui même cofondé une organisation de la NED en Argentine. Il s'agit de l'organisation Poder Ciudadano qui vise à "promouvoir la responsabilité citoyenne et la participation à la vie publique".

Plus généralement, le travail de lobby auprès de la Cour Pénale Internationale a été délégué à la Coalition pour la Cour Pénale Internationale ainsi qu'à l'IEDDH (Initiative Européenne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme). L'IEEDH est un projet qui fut initié par le



parlement européen et son actuel vice-président Edward McMillan-Scott.

L'IEEDH est en réalité un instrument similaire à la NED pour l'Union Européenne et fonctionne sur le même modèle : c'est à dire en finançant des milliers d'organisations dans le monde. Au delà de s'attribuer un combat en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, l'IEEDH favorise le travail de la NED en Europe et à l'international. Par ailleurs, son fondateur Edward Mc-Millan est un très bon ami de Carl Gershman, le président de la NED. Celui-ci le remercia chaleureusement pour son discours lors d'un séminaire de l'IRI (International Republican Institute) - la branche républicaine de la NED.

La Coalition pour la Cour Pénale Internationale quant à elle poursuit officiellement un travail de lobby pour pousser des pays comme le Salvador à ratifier le statut de Rome. Elle revendique certains succès comme la ratification du Sénégal ou l'organisation de sempiternels plaidoyés en faveur de la ratification du Statut de Rome par les pays du Sud.

La Cour Pénale Internationale est manifestement un outil de domination dont les propres principes ne sont pas respectés par ceux qui sont chargés de la conduire. Le cas libyen est gravissime et reflète de façon évidente l'incarnation du colonialisme contemporain qui entend utiliser les droits de l'homme comme principe colonisateur. La codification du droit d'ingérence dans la R2P (Responsabilité de Protéger), alliée à une cour de justice partiale et au conseil de sécurité des Nations Unies, empêchent la possibilité même de l'exercice des principes dont ils prétendent pourtant être les outils. La National Endowment for Democracy et leurs alliés quant à eux fournissent la substance essentielle sans laquelle ce système de domination moderne ne pourrait fonctionner. Et il ne s'agit pas simplement d'un système idéologique et virtuel mais également d'hommes formés à ces idéologies ainsi que de structures financées et soutenues diplomatiquement. Ceci met en lumière l'alliance de l'"Impérialisme Humanitaire" avec la "Justice Internationale" et révèle qu'ils ne peuvent exister de manière strictement indépendante.

Mondialisation 15 novembre 2011



Continued from p(9) Cuba...

At the International Donors Conference for Haiti on Mar. 31, 2010, Cuba outlined a plan whereby the world could assist Haiti in creating a comprehensive, national health care system. I believe Cuba mentioned a figure of $170 million per year for the next five years to establish such a system. Is this proposal moving forward, and what are the main obstacles to its success?

JBE: I think this could be moved forward with the collaboration of all countries. The main obstacle is the unfulfilled financial and other promises by some. The world must be more active in fulfilling on time its agreements and commitments to Haiti.

Are you hopeful for Haiti's future?

JBE: I am very hopeful for Haiti's future. As Fidel has said, "*a better world is possible.*" The countries of the world must come together and assist Haiti to have a better future.

Notes

1) The Henry Reeve Cuban Internationalist Medical Brigade was created by Cuba in 2005 for the purpose of disaster medical relief anywhere in the world. It's namesake, Henry Reeve, was born in the United States in 1850. In 1869, Reeve arrived in Cuba as part of a volunteer, expeditionary force from the U.S. to assist Cuba in its fight for independence from Spain. He served with distinction in the Cuban Army for 7 years and died in battle in 1876.

2) During a visit to Cuba by Haitian President Michel Martelly on Nov 15-17, 2011, the two countries agreed to expand services at seven of the hospitals and five of the diagnostic centers mentioned in this paragraph.

Continued from p(9) Sao Paulo...

"*awareness*" of the Haitian situation has grown in Brazil in recent years.

Meanwhile, one of the most well-received speakers was a Haitian who lives near Buenos Aires. "*MINUSTAH should not become a tree that hides the forest,*" said Henry Boisrolin of the Haitian Democratic Committee of Argentina. "*To fight against MINUSTAH means to fight against other neocolonial instruments, too. One of those instruments is the so-called Interim Haiti Recovery Commission, co-led by former U.S. president Bill Clinton. In fact, Clinton is the real president of Haiti. As Haitian organizations, we believe that in order to fight, first we have to understand, because no one is going to die for something that one doesn't love. Helping Haiti doesn't mean just sending doctors and engineers. There are Haitian popular organizations that need to take the power to change the reality in Haiti and they need your help. We know that we Haitians must lead the fight, but as the occupation has being internationalized, we must internationalize the revolution in Haiti, too.*"

At the end of the meeting, the Pledge of Sao Paulo was read, in which the participants formally constituted the **Continental Committee for the Immediate Withdrawal of UN troops from Haiti.** The committee will lead an international campaign with four demands:

1) Haiti needs doctors, engineers, teachers and technicians – not occupation troops!

2) Cancel Haiti's foreign debt!

3) Reparations for the value of the compensation paid for the immoral debt imposed following Haiti's independence! Reparation for the families of victims of cholera and of human rights violations!

4) Immediate withdrawal of UN troops from Haiti!

After showing that there is a real and sincere "*international community*" focused on Haiti, the rally's participants left the Town Hall singing to the new Brazilian President Dilma Roussef: "*Dilma listen here, remove the [Brazilian] troops from Haiti.*"

The rally was a moving illustration of the growing tide of solidarity for the Haitian people throughout North and South America. Participants left energized for a year of mobilization which will culminate in a "*Continental Day of Action for the Withdrawal of Troops from Haiti*" on June 1, 2012, the eighth anniversary of MINUSTAH's formal launch. Organizations and activists will work for demonstrations around the world that day to demand the immediate withdrawal of UN troops from Haiti.

The author is an anti-imperialist activist and Ecuadorian student studying in Sao Paulo, Brazil.

Kisa



Martelly ak Laurent Lamothe k ap reponn kesyon jounalis yo nan Ayewopò Jose Marti

koute Kiba 197 milya dola vèt.

Dirijan kiben yo pwofite vizit Martelly lakay yo pou yo ranfòse koperasyon yo ak Ayiti nan tout domèn, yo apwouve plizyè nouvo pwojè pou konstwi 7 lopital kominotè ak 5 Sant sante. Kiba ap pote asistans teknik li bay Ayiti nan jesyon pak materyèl lou yo nan Sant nasyonal ekipman (CNE) ak nan Sèvis metwopoliten k ap kolekte fatra ki di yo se SMCRS epi konpayi transpò Diyite a.

Kiba ap ede Ayiti repare plizyè ayewopò nan peyi a, tankou; ayewopò rejyonal Hinche, Port-de-Paix ak Jeremie. Vizit prezidan Martelly nan peyi Kiba ap pote yon bon bourad pou Ayiti e li ranfòse relasyon Kiba ak Ayiti. Tou 2 peyi yo ap genyen pou tire pwofi sou vizit la, Kiba limenm ap tire yon pwofi politik menm lè tonton Sam ta leve ponpe.

Kolera

Suite de la page (5)

kontinye mobiliize yo ak tout lòt fòm presyon kont Minustah. Se konsa, nan lokazyon 208tyèm anivèsè batay Vètyè a, 18 novanm 2011 lan, nan vil Kap-Ayisyen, plizyè santèn delege ki te sòti nan divès òganizasyon ki te sòti nan Karayib la te tanmen yon gwo kokennchenn manifestasyon kont Minustah, pou mande Loni wete sòlda li yo sou bout tè papa Dessalines nan. Selon òganizatè yo, mobilizasyon sa yo pral rapouswiv nan tout peyi a pou fòse Minustah kite peyi a epi repare tout moun ki viktim anba maladi Kolera sa sòlda Nasyonzini yo pote lage nan peyi Dayiti. Anpil moun ap poze tèt yo kesyon, pou yo mande kisa Ayiti fè l ap peye jounen jodi a ?

Manifestasyon

Suite de la page (5)

fwa ankò, militan MOLEGHAF yo te pike pikèt yo devan Ministè Afè Sosyal la pou kontinye fè tande vwa yo nan okazyon fèt fen dane yo ki pral vini la a.

Minis Afè Sosyal la, Francois Richel Lafaille ki fè konnen li pa ka rete ensansib devan revandikasyon militan MOLEGHAF yo nan Fò-Nasyonal. Li fè konnen tou li pral panche sou dosye sa a epi chache pote yon solisyon. Men militan MOLEGHAF yo bò kote pa yo fè konnen y ap rapouswiv ak mobilizasyon yo jiskaske revandikasyon yo satisfè.

Suite de la page (5)

d'endoprothèses extensibles pour tumeur. Sanctions criminelles qui ont privé de jeunes enfants de temozolomide, médicament nécessaire au traitement de tumeurs du système nerveux fabriqué aux États-Unis et protégé par un brevet.

Honte à ces vautours de la politique politichienne étatsunienne qui préfèrent voir mourir ou souffrir des enfants, des adolescents, plutôt que d'abroger ou même d'assouplir des lois inhumaines, scélérates contraires aux prescrits internationaux, contraires à la morale la plus élémentaire. Et pourtant, ils prétendent se faire passer pour des défenseurs de la justice, de la paix, de la vie, des champions des droits humains. Honte à ces chenapans à *brezo* qui n'ont pas la décence, non plus le courage de reconnaître les grandes qualités humaines de cette Révolution qui malgré de maigres moyens pourvoient aux besoins pressants et immédiats non seulement de ses propres citoyens mais encore aux besoins de citoyens d'autres pays.

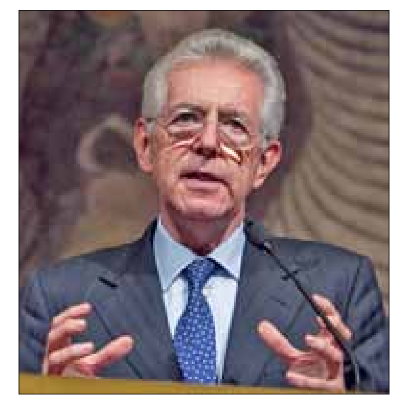
Honte aux administrations états-uniennes encore à l'état de bêtes féroces lâchées dans une jungle qui ne veut pas dire son nom ! Que vive la Révolution cubaine qui a tant fait pour de nombreux peuples frères !

Italie : et maintenant ?

Par Guillermo Almeyra

Évidemment la chute de Silvio Berlusconi était la condition sine qua non pour commencer à trouver une solution à la crise particulière que vit l'Italie dans celle du système capitaliste mondial, mais tous les problèmes qui relèvent des gouvernements de Berlusconi continuent à être là. En effet, non seulement on peut parier que le Premier ministre -accusé même de pédérastie et de promotion de la prostitution- n'ira pas en prison, mais aussi que le gouvernement qui lui succédera fera dans l'essentiel du berlusconisme sans Berlusconi.

Les classes dominantes de la grande industrie et des finances italiennes et du capital financier européen ont réussi enfin à se débarrasser d'un aventurier corrompu et imprévisible, qui a instauré un régime qui ressemble plus à un sérail ou à un bordel, mais ils ne sont pas disposés à affaiblir la déjà chancelante économie péninsulaire et, beaucoup moins encore, les grandes banques françaises et allemandes qui sont les principaux créanciers de celle-ci. Par conséquent, tous parient sur le changement dans la continuité [du guépardisme à la Visconti], par un gouvernement technique, qui de technicien n'a rien, parce qu'il sera dirigé par les personnages de confiance du capital financier européen, qui ont soumis l'Italie à la férule du même, puisqu'ils sont des néolibéraux du choc et des banquiers, comme l'ex-commissaire européen Mario Monti.


L'ex-commissaire européen Mario Monti le successeur de Berlusconi

Les ex-communistes du Parti Communiste Italien (transformés premièrement en sociaux-démocrates avec le Parti de Gauche Démocratique, après en sociaux-libéraux avec le Parti Démocratique de Gauche et, enfin, en néolibéraux avec le Parti Démocratique) ne veulent ni introduire de réformes profondes dans le système ni prendre en charge la patate brûlante de la crise économique, politique et morale de l'Italie. C'est pourquoi ils ne

Suite à la page (18)

Victoire historique de la droite en Espagne

Sans surprise, la droite espagnole a remporté dimanche une large victoire aux élections législatives : le Parti populaire a obtenu la majorité absolue des sièges du Parlement. Mais la faible participation et la percée de plusieurs petits partis, dont la coalition indépendantiste basque Amaiur, relativisent ce succès électoral.

Par G.V.

Un «sacre», une «victoire écrasante», une «défaite historique»... les commentateurs politiques ne manquent pas de mots pour décrire les résultats des élections législatives espagnoles de dimanche. Ces dernières donnent en effet la majorité absolue au Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy, principale formation de droite en Espagne. Le PP a obtenu 186 sièges de députés contre 111 au Parti socialiste (PSOE), qui enregistre son plus mauvais score depuis le retour de la démocratie. Au Sénat, le PP compterait 110 sièges pour 55 pour le PSOE. Une claque attendue pour le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero, responsable, aux yeux de l'opinion publique, de la situation précaire des finances publiques.


Les partisans de Mariano Rajoy ont laissé éclater leur joie à l'annonce des résultats provisoires. *(Reuters)*

Mais le vote de dimanche ne devrait pas tant réjouir les responsables de droite. Il reflète en effet un certain désaveu du quasi-bipartisme qui régit la vie politique espagnole depuis 1982. Le PP et le PSOE auraient rassemblé à eux deux 73% des voix, contre 83% lors de la précédente législature, soit 10 points de moins qu'en 2008. Ce désaveu serait le résultat du mouvement des indignés, du printemps dernier, dont aucune revendication n'a été reprise par le PP ou le PSOE. Mais le système électoral est tel que ces deux formations conserveraient quand même 80% des députés.


Mariano Rajoy

Les basques reviennent au Parlement

Les 20% restants se répartissent entre plusieurs petits partis qui ont réalisé une véritable percée dimanche. Ainsi, selon un sondage à la sortie des urnes, le parti nationaliste catalan CiU (Convergencia i Unio) gagnerait 13 à 15 députés tandis que la coalition écolo-communiste IU (Izquierda Unida) en aurait 9 à 11. Cette dernière formation, qui n'avait jusque-là que deux députés, est intimement liée au mouvement des indignés qu'elle a supporté. Mais l'autre surprise de ce scrutin législatif réside en l'entrée au Parlement de la coalition indépendantiste basque Amaiur. Issue de la mouvance Batasuna, bras politique de l'ETA illégal depuis 2003, Amaiur devrait obtenir entre 6 et 7 sièges au Congrès des députés.

Le désaveu des deux grands partis s'est aussi exprimé à travers le taux de participation. A la fin du scrutin, pour le Congrès, le taux de participation était de 71,69%, inférieur d'environ deux points (73,85%) à la participation lors des précédentes législatives en 2008. Une abstention en hausse qui traduit sans doute le scepticisme d'une partie de l'électorat quant aux solutions proposées par les politiques pour sortir de la crise.

JDD 20 novembre 2011

Le Pérou instaure le crime de "féminicide"


La ministre Aida Garcia Naranjo

Le Pérou va intégrer au Code pénal un nouveau crime, le "féminicide", pour le meurtre d'une conjointe ou ex-conjointe, qui sera passible d'une peine minimum de 15 ans de prison, a annoncé mardi la ministre péruvienne de la Femme. Le conseil des ministres a décidé lundi d'ajouter le nouveau crime au Code pénal à l'occasion de la Journée contre la violence aux Femmes, le 25 novembre, pour dissuader la violence conjugale dans un pays où une centaine de femmes meurent chaque année, victime de ce type d'agression. Selon la ministre Aida Garcia Naranjo, les meurtres de femmes commis par un conjoint ou ex-conjoint, un partenaire ou un ex-partenaire, pourront être qualifiés de "féminicide", circonstance aggravante d'un homicide simple, qui entraînera une peine planchée à 15 ans de prison.

Le Pérou rejoindra ainsi plusieurs pays latino-américains qui en ont déjà fait du meurtre contre les femmes une qualification distincte, comme le Chili, le Costa Rica, la Colombie, le Salvador, le Guatémala et le Mexique, selon la ministre.

Jdd 22 Novembre 2011

Décès de Danielle Mitterrand, femme engagée et militante des droits de l'Homme

Danielle Mitterrand est décédée dans la nuit de lundi à mardi à l'âge de 87 ans. La veuve de l'ancien président François Mitterrand a inlassablement multiplié les actions humanitaires à la tête de la fondation "France-Libertés", qu'elle présidait depuis sa création en 1986. Elle appelait à voter "non" au Traité constitutionnel en 2005.

Engagée à l'âge de 17 ans dans la Résistance, Danielle Gouze rencontre en 1944 François Mitterrand qui sous le nom de code "François Morland" anime en Bourgogne un réseau de résistance. En octobre 1944, après la Libération, Danielle Gouze épouse François Mitterrand à Paris. Ils auront trois enfants : Pascal décédé quelques mois après sa naissance, Jean-Christophe et Gilbert. Danielle Mitterrand partagera ensuite sa vie entre la Nièvre où François Mitterrand est élu député en 1946, et Paris où il entame une carrière ministérielle.


Danielle Mitterrand est décédée à l'âge de 87 ans

Le 10 mai 1981, après deux échecs en 1965 et en 1974, François Mitterrand est élu président de la République. Danielle Mitterrand devient ainsi "première dame de France". Contrairement aux épouses des précédents présidents de la République, Danielle Mitterrand prend position, notamment en politique internationale.


Danielle et Fidel Castro

Ses prises de position tiers-mondistes, qui parfois mettront François Mitterrand dans l'embarras, la conduiront à créer en 1986 la fondation France-Libertés, une organisation humanitaire non gouvernementale. Elle n'hésitera pas non plus à intervenir en politique intérieure, critiquant le Premier ministre de cohabitation Jacques Chirac ou bien encore plus tard, lors du second septennat de son époux, la politique d'immigration menée par Charles Pasqua alors ministre de l'Intérieur.

Après la mort de son époux en janvier 1995, Danielle Mitterrand continuera de militer au sein de sa fondation France-Libertés mais aussi en prônant le "non" au référendum sur le projet de texte constitutionnel européen en 2005. En 2007, elle soutiendra la socialiste Ségolène Royal durant la campagne présidentielle.

L'Humanité 22 Novembre 2011

Argentine : assassinat d'un membre du MOCASE-Via Campesina

Cristian Ferreyra a été assassiné le mercredi 16 novembre dans la communauté de San Antonio, dans la province du Nord argentine de Santiago del Estero. Le Mouvement Paysan de Santiago del Estero (MOCASE) dénonce qu'il a été assassiné par des sicaires d'un propriétaire foncier.

Au travers d'un communiqué, le MOCASE a dénoncé que les assassins de Cristian Ferreyra répondent à l'entrepreneur Ciccioli.

Les agresseurs ont été reconnus par l'organisation comme Javier et Arturo Juárez. Selon le MOCASE-VC, ils ont fait feu avec un fusil de chasse contre Cristian Ferreyra et un autre paysan. Par ailleurs, le communiqué signale qu'à plusieurs reprises l'entrepreneur Ciccioli a publiquement menacé qu'il tuerait un paysan du MOCASE-VC «pour qu'ils cessent de le gêner».

La communauté de San Antonio résiste depuis plusieurs mois aux tentatives d'expulsion violente de la part des entrepreneurs qui essaient de s'accaparer les terres. Ce sont des territoires réclamés comme propres par les membres de la communauté.

Selon le MOCASE-VC, ces entrepreneurs sont les mêmes que ceux qui ont créé un plan systématique d'attaques contre les paysans indigènes des départements de Copo, Pellegrini et Alberdi, dans la province de Santiago del Estero.

En ce sens, ils signalent comme exemple l'arrestation arbitraire du paysan Ricardo Cuellar, l'attentat à la radio communautaire FM Pajsachama et l'incendie de demeures. Le Mouvement Paysan de Santiago del Estero a responsabilisé les autorités, le pouvoir judiciaire et les institutions de cette province pour le meurtre de Ferreyra.

De la même manière, ils ont répudié le juge Penal de la ville santiagueña de Monte Quemado, Alejandro Fringes Sarria, pour faire la sourde oreille aux constantes dénonciations des violations contre les territoires paysans indigènes.

Finalement, le communiqué du MOCASE signale que «seulement l'organisation des communautés a réussi à éviter les expulsions et le déboisement de milliers d'hectares».

Agence Pulsar, 17 novembre 2011
Traduit par amerikenlutte18 novembre 2011

Suite de la page (13)

fondée en 1997. De tendance libertaire, cette station appartient entièrement à la communauté de La Vega, autre quartier défavorisé de Caracas, qui la finance grâce aux dons. « Cette table, c'est une voisine qui nous l'a donnée, les micros viennent d'un ami », raconte Francisco Perez, un des fondateurs de la radio, en désignant les objets entreposés sur un toit surplombant les maisonnettes ocres du barrio. Une des participantes, Ayari Perez, critique les médias privés mais aussi les médias d'État, pour qui « tout est toujours extrêmement positif ». Des paroles qui font écho à la devise de la radio reprise par Francisco : « Ni capital privé ! Ni État ! »

Radio Activa ne compte aucun salarié. Chaque habitant de La Vega est libre de venir s'inscrire et de prendre l'antenne quel que soit le sujet. Francisco et ses amis ont seulement restreint les émissions à une heure, car les débordements sur plusieurs heures étaient fréquents. Les programmes concernent le quartier et sont variés : informations locales, musique, politique, sport… L'esprit révolutionnaire passe aussi par une organisation horizontale. Ainsi, Catia TVe est une fondation, sa direction est élue par les membres, certaines décisions se prennent à l'issue d'assemblées.

S'organiser, se multiplier

Certains médias communautaires forment gratuitement les habitants des barrios. « Nous leurs apprenons à poser un autre regard sur les médias, à écrire un scénario, à manier une caméra, à monter les vidéos », explique Iris Castillo, directrice de la formation. Chaque groupe d'apprentissage pourra par la suite diffuser ses réalisations. Catia TVe programme aussi des informations nationales, des films ou des documentaires indépendants. Comme Radio Activa, les membres de Catia TVe ne connaissent pas leur audience : « Nous sommes diffusés à peu près sur toute l'agglomération de Caracas et à la périphérie des États voisins », explique Ligia Elena.

Dans tout le pays, il y a 280 chaînes de télévision et de radio comme Catia TVe et Radio Activa, habilitées par la Commission nationale des télécommunications (Conatel). Mais ce chiffre est sans doute en deçà de la réalité, car certains médias ne sont pas homologués. Le secteur continue de progresser, protégé par un État bienveillant. Les radios, au nombre de 244, dominent ce paysage médiatique alternatif. « Le matériel télévisuel est beaucoup plus coûteux et nécessite beaucoup plus d'espace », note Andres Cañizalez, professeur et chercheur en communication. Et les sites web « communautaires » sont rares : « Internet est encore un média de classes moyennes. Dans les barrios, les ordinateurs ne sont pas si répandus, et le réseau fait parfois défaut. »

Un nouveau cadre légal

Un projet de loi sur la « communication pour le pouvoir populaire » est en cours d'approbation à l'Assemblée nationale. Il pourrait impulser un nouvel élan. Il vise à donner un statut aux médias communautaires, pour les soutenir financièrement. L'espace radiophonique devrait être divisé en trois parts égales entre l'État, les radios « communautaires » et les radios privées. Pour Wilfredo Vàsquez, le projet est une avancée, car il permet de « donner une durabilité ». La création d'un fond devrait, selon le projet de loi, « pourvoir aux coûts opérationnels de maintenance, d'investissement, de formation et de production de contenus ». Les médias privés devront fournir 2 % de leurs bénéfices à la « communication populaire ». Ligia Elena compte sur ces nouvelles ressources pour réparer des caméras et acheter du matériel neuf. De son côté, Francisco sait que sa radio n'obtiendra rien. Comme le stipule le projet de loi, il faut être enregistré auprès de la Conatel : « Ils trouvent toujours quelque chose pour refuser notre homologation. Notre fréquence serait déjà prise... Ce qui est faux ! », dit-il en évoquant l'hypothèse que son quartier serait mal vu par le gouvernement d'Hugo Chavez.



Un reporter de Catia TVe

Vers une perte d'indépendance ?

Le projet est critiqué. L'ONG de défense de la liberté d'expression Espacio publico estime que la loi va à l'encontre de la liberté d'expression et ne respecte pas le principe de non-discrimination. L'article 1 stipule ainsi que le média « se base sur un modèle anti-hégémonique, anti-impérialiste, anti-oligarchique » ou que la défense de « la souveraineté » et de « l'identité nationale » est nécessaire.

Selon le professeur Andres Cañizalez, il ne fait aucun doute « que le gouvernement cherche par cette loi à étatiser les médias communautaires ». Le fond spécial créé dépendra de la vice-présidence et non d'un organisme indépendant. Catia TVe balaye cet argument : « Nous avons diffusé des publicités et pourtant nous avons conservé notre autonomie. La loi n'aura pas de conséquences sur notre indépendance », assure José Luis, coordinateur de la production.

Catia TVe fonctionne grâce à des dons de la communauté, mais aussi par la diffusion de publicités d'entreprises et d'institutions nationales, ou encore la vente de productions publicitaires. « Si certaines demandes de diffusion de publicité ou de collaboration ne correspondent pas à nos idées, nous les refusons », ajoute José Luis. Ligia Elena désigne aussi une dizaine d'ordinateurs payés grâce à une aide gouvernementale.

Dans un pays où la politique est extrêmement polarisée entre pro et anti-Chávez, il est difficile d'échapper à un camp ou à l'autre. Les médias communautaires ne dérogent pas à la règle. Ils ont aussi été garants de la démocratie, à l'image de membres de Catia TVe, qui, lors du coup d'État contre Hugo Chávez en avril 2002, sont parvenus à prendre possession de la chaîne publique VTV et à diffuser des programmes, afin de contrecarrer les informations des putschistes.

Bastamag 17 novembre 2011

Suite de la page (7)

plus combatifs dans la résistance au coup d'Etat. Plusieurs de ses membres furent assassinés.

Comme le dénonça le journaliste canadien Jean Guy Allard, les fonctionnaires de l'USAID appuyèrent directement un autre des groupes les plus agressifs contre Zelaya, que CNN a choisi ensuite pour justifier le coup : le Movimiento Paz y Democracia, dirigé par Martha Diaz Velasquez, bénéficiaire de 47 millions de dollars distribué entre différents groupes du Honduras.

De même, le combatif syndicat des maîtres dénonça que des mouvements comme Tranformemos Honduras (MTH) reçoivent des fonds de l'USAID, de l'ONU, de la Banque Mondiale, de la BID et d'organisations européennes d'Espagne, d'Allemagne, de France et de Suède, pour la fin supposée de combattre la corruption. Le programme du MTH Gobernabilidad y transparencia, par exemple, est le même qui au Nicaragua fonctionne sous le nom de Cam Transparencia, administré par Casals & Associates Inc, filiale de la firme de mercenaires Dyncorp, fournisseur du Pentagone.

Le jour où l'Hondurien Valenzuela fut assassiné, le président Barak Obama nomma Mark Feirstein directeur général de l'USAID. La feuille de service méritait la fonction : expert en "guerre de quatrième génération" (désinformation), propriétaire de Greenbarg Quinlan Rosler (firme qui offre des orientations stratégiques pour des campagnes électorales, des débats, des programmations, des recherches), chef de projets pour renverser les sandinistes dans la décennie 1990, chroniqueur du New York Times, conseiller spécial de l'ambassadeur de William Clinton à l'OEA et du fugitif de la justice Gonzalo Goni Sanchez de Losada, ex-président de Bolivie.

L'USAID de Feirstein se préoccupe aussi de la jeunesse d'Amérique centrale. En juillet dernier, avec la Fondation Trust for the Americas, le secrétaire de l'OEA, José Miguel Insulza, a parrainé le projet Armando Paz (sic) : "pour offrir aux jeunes des activités de développement humain et culturel".

Parmi les bienfaiteurs figuraient la pétrolière Chevron, Chrysler, General Electric, Microsoft, Siemens et l'institut Sociedad Abierta du magnat George Soros.

La Jornada
16 Novembre 2011
Traduit de l'espagnol par Gérard Jugant
LGS 22 novembre 2011

Suite de la page (17)

présentent pas de programme alternatif et ils maintiennent la même impuissance politique qui les a menés par deux fois à ouvrir le chemin à un gouvernement de Berlusconi qui s'est appuyé sur un bloc entre la mafia, l'Église catholique, les semi fascistes conservateurs et racistes de la Ligue Du nord.

Le soi-disant centregauche dirigé par le Parti Démocratique est plus centre que gauche, et Sinistra, Écologia et Liberté (SEL), qui est à gauche du PD, est si peu de gauche qu'elle accepte même un gouvernement de Monti, qui maintiendra une politique antipopulaire récessive, et a demandé à peine qu'il ne dure pas beaucoup et qu'il modifie l'actuelle loi électorale. Les antiberlusconiens acceptent l'imposition de l'Union Européenne, le budget dicté par celle-ci, les privatisations, les réductions des dépenses sociale, l'augmentation de l'âge pour prendre la retraite, les attaques à l'éducation et à la santé, et se contentent de l'élimination du Cavaliere, bien que le Parlement et l'administration continuent d'être aux mains des berlusconiens– qu'une élection anticipée balaierait – y compris délinquants notoires et poursuivis par la justice.

La crise italienne est encore plus grave que la grecque que l'Union Européenne (UE) a poussée en avant en nommant un homme des finances, fidèle au capital financier franco-allemand. La relation entre le montant de la dette italienne et le PIB du pays, en effet, est encore pire que celui qui a précipité la Grèce dans sa crise et l'Italie paie plus d'intérêts que les sommes qui lui permettraient à peine de survivre. Si l'UE ne désire pas que l'Italie fasse faillite et plonge dans une catastrophe les grandes banques françaises et allemandes et par la même occasion l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et même la France (qui ne pourraient pas continuer à être soutenues devant l'ampleur du naufrage de l'économie italienne), elle aura à combiner l'application au pays d'une politique férocement récessive avec une très importante réduction – entre 30 et 50 pour cent – de sa dette. Cela implique de soutenir avec de fortes injections d'argent public les banques françaises et allemandes, qui sont les principaux détenteurs d'obligations italiennes, en laissant en revanche livrés à leur sort les petits porteurs, surtout de la péninsule, qui possèdent plus de 30 pour cent de cette dette.

C'est qui est grave, c'est que face à l'ampleur de cette expropriation des travailleurs et des secteurs populaires, et devant la perspective d'une grave récession prolongée en Italie et dans toute l'Europe, les secteurs sociaux et les groupes politiques qui opposent une alternative anticapitaliste à la crise capitaliste sont extrêmement petits et faibles. La social-démocratie qui déjà en 1930 avait déclaré avec Léon Blum, qu'elle était il le médecin au chevet du capital, et les partis communistes stalinisés, comme l'italien, qui se sont consacrés à reconstruire l'État capitaliste et l'économie, en trompant, en désarmant politiquement et moralement les travailleurs et en renforçant l'hégémonie politico-culturelle et la soumission aux classes dominantes, ont une énorme responsabilité dans tout cela. Mais, qu'est-ce qui empêche d'exiger maintenant la réduction à moins de la moitié du nombre de parlementaires et de hauts fonctionnaires et leurs salaires exorbitants ? Qu'est-ce qui empêche d'exiger l'étatisation des banques, le contrôle de changes pour éviter la fuite des capitaux, l'expropriation sans compensation des biens des délinquants et de mafieux avérés ? Pourquoi ne pas lutter pour un plan pour l'emploi qui empêche les fermetures des entreprises, pour donner des postes stables aux travailleurs précaires et hors système, pour augmenter la consommation en augmentant les salaires et les retraites et faire que toutes ces mesures soient payées par le capital financier et les bénéfices très élevés des entreprises monopolistiques ? Pourquoi ne pas refuser la dette résultant de la spéculation bancaire et de la corruption du gouvernement des capitalistes ? Pourquoi ne pas exiger que l'Union Européenne arrête d'être l'union des grands capitaux pour se transformer en union démocratique et anticapitaliste des peuples, en donnant les pleins pouvoirs au Parlement Européen et en choisissant des représentants révocables qui planifient et contrôlent la vie politique et économique de toute l'Europe ? Aujourd'hui l'alternative est claire : la servitude et un grave recul des conquêtes sociales et de la civilisation ou la rébellion anticapitaliste et l'autogestion sociale généralisée.

La Jornada Mexique, le 13 novembre 2011
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, le 14 Novembre 2011

Commémoration

Suite de la page (4)

de retrait de la Minustah. Comme quoi, l'alternative au retrait des troupes de l'ONU c'est la réhabilitation de l'Armée d'Haïti. Il a également annoncé le renforcement de la Police Nationale d'Haïti (PNH).

Martelly a poursuivi dans son discours : « C'est tout simplement sourire à une vérité historique, que de reconnaître que l'armée est à l'origine de l'Etat comme de la Nation haïtienne. Oui l'armée a structuré la société haïtienne pendant deux cents ans avec des bons et des mauvais jours, mais toujours avec le souci de maintenir intact les idéaux de 1804, Vive Libre ou Mourir. Quand nous fêtons le 18 novembre, nous fêtons cette armée haïtienne victorieuse, qui avait montré au monde entier esclavagiste, le vrai chemin des droits de l'homme. Historiquement, le 18 novembre, c'est la commémoration de la Bataille de Vertières, mais symboliquement, le 18 novembre, c'est la fête de l'armée haïtienne, qui a rendu ce 18 novembre possible. »

Alors que l'histoire enseigne au peuple haïtien que l'armée qui a accompli l'épopée de 1804, donnant ainsi naissance à l'Etat haïtien, c'était l'armée indigène et non une armée modelée sur celle de l'étranger. L'armée haïtienne dont parle le président Martelly est le produit de l'occupation américaine d'une part, et d'autre part de la dictature des Duvalier. « En ce jour du 18 novembre 1803, sous les feux de la mitraille et sous des pluies de boulets, la Nation haïtienne avait rédigé, en lettres de sang et de feu, son acte de naissance, le brevet de son existence et coulé le ciment de sa cohésion. Ce jour-là, dans la fournaise des batailles sanglantes et meurtrières, l›État haïtien s›était dressé, imposant et majestueux dans les guenilles de ses conquérants, auréolé de la couronne de la liberté conquise et de la souveraineté inaliénable annoncée. »

Encore une fois, les autorités du pays dans le souci de protéger les intérêts de leur patron de l'International n'ont pas su tirer leçon de la bataille de Vertières qui mit en déroute la plus puissante armée coloniale de l'époque. La bataille de Vertières a légué à la nation haïtienne une armée indigène qui donna à Haïti son Indépendance, le premier janvier 1804.

«Onze décades et une année» plus tard, en 1915, les Etasuniens débarquèrent en Haïti, transformant totalement l'armée indigène en Gendarmerie nationale. Sous la dictature des Duvalier qui a duré 29 ans, la garde d'Haïti est devenue Forces Armées d'Haïti qui étaient un instrument répressif du régime cynique de la tyrannie. Après la chute de Jean-Claude Duvalier, ces forces armées duvaliéristes s'autodétruisent en s'impliquant dans une série de Coups d'Etat sanguinaires contre toute forme de gouvernement. Elles ont dévié de leur mission historique et militaire, et se sont laissées instrumentalisées, donc on n'a fait que constater la caducité de ces forces. Cette année encore, la commémoration de la bataille de Vertières a été ridiculisée et ceci depuis le débarquement des troupes des Nations-Unies en 2004.

N'est il pas important de souligner que non seulement le 18 novembre n'a rien à voir avec les Forces Armées d'Haiti, dernier avatar de la Gendarmerie d'Haïti créée par l'occupant avant son départ en 1934, mais qu'auparavant c'était le 10 août qu'on célébrait l'anniversaire de création de cette bande de destructeurs. En réalité, cette date du 10 août convient mieux à Martelly, promilitariste, proaméricain, pour cette armée qu'il veut mettre sur pied à l'image de celle laissée par les marines pour veiller au grain impérialiste et tenir les masses en respect.

L'armée que le président Martelly veut rétablir n'est pas à l'image de celle qui avait libéré Haïti de l'ancienne puissance coloniale, mais celle transformée par la force d'occupation étasunienne puis domestiquée et instrumentalisée par la tyrannie duvaliérienne pour massacrer et anéantir.

De l'Urgence

Suite de la page (20)

pays sont astreints à s'y rendre pour avoir leurs services. C'est ce qui explique en partie qu'il y ait autant de morts lors de la catastrophe.

Cette démarche fondée sur l'exclusion a rendu définitivement l'âme, le jour où les paysans ont décidé à l'instigation de certains politiques de prendre d'assaut la capitale. Jusqu'au 12 janvier 2010 encore, chaque quartier résidentiel était ceinturé d'un ou de plusieurs bidonvilles, aguerris, impatients, comme des hordes de combattants attendant un quelconque ordre pour passer à l'attaque.

Le rôle de la Culture étant de réconcilier un peuple avec luimême, aujourd'hui nous devrions nous en servir pour tenter d'évacuer les préjugés que l'École dirigée par l'église depuis plus de 206 ans nous a inculqués, de colmater les fissures créées par l'usage de la langue française, utilisés par les élites davantage comme arme de domination que comme moyen de communication.

Ce comportement d'une classe sociale par rapport au reste du pays qui au fond est une séquelle de la longue période coloniale constitue l'un des obstacles infranchissables vers le développement du pays. Nos valeurs artistiques par le seul fait qu'elles s'inspirent de la culture de la majorité des haïtiens n'ont aucune importance aux yeux des élites, qui veulent mériter de l'appréciation des anciens esclavagistes du monde occidental.

En cassant cette moule qui nous a appris le mépris de nos valeurs ancestrales, la honte de nos parents et de leur religion, le rejet de notre histoire, de nos héros, de nos mythes et de tout ce qui fait notre identité, nous pourrions revenir à nos *habitus*, condition *sine qua non* pour ne pas disparaître comme nation. Le reniement de sa culture est la première étape dans le processus de désintégration d'une communauté. C'est pourquoi en chaque société, elle est protégée, nourrie, entretenue, régénérée.

Pour avoir trop souvent confondu - réduit la culture à la seule expression de l'art, de l'artisanat et de la religion, qu'elle englobe avec d'autres disciplines en réalité, certaines gens ne pourront se retenir en lisant d'interroger à cause du contenu, le fait qu'un pareil article soit publié dans la page culturelle. Ainsi ils auront ignoré que l'*homo sapiens* ne s'accomplit en être pleinement humain que par et dans la culture. S'il y a des pré-cultures dans le monde animal, la culture, comportant un langage à double articulation 1, la présence de mythe, le développement des techniques, est proprement humaine (Edgar Morin).

L'un des éléments clefs dont la culture participe à l'élaboration est sans conteste la mentalité, qui se charge d'informer les différents paramètres telles les habitudes, les coutumes, les idées et les valeurs. Ce n'est pas un hasard si le capital humain premier est la culture. J'ai pris ce raccourci pour vous dire l'intérêt d'investir dans la promotion de cette denrée rare qui, à la fois, nous valorise et nous différencie par rapport aux autres peuples.

Lettre d'artistes

Suite de la page (20)

derniers jours, au désespoir de leurs familles. Pour nous, musiciens, avec le patrimoine de musique et de danse qui est le nôtre et que nous aimons faire vivre en scène, nous sommes privés, par le siège israélien des instruments, de la possibilité d'accueillir des spectacles internationaux et de faire connaître notre musique à l'étranger. Le blocus aérien, terrestre et maritime d'Israël sur toutes nos frontières fait que depuis des années, les instruments de musique sont interdits d'entrer dans Gaza (2).

En plus de ce siège barbare, pendant l'hiver 2008/2009, Israël a attaqué Gaza, commettant des crimes de guerre et des violations des droits humains contre une population dont plus de la moitié, soit 800 000 êtres humains, se compose de mineurs. Durant cet assaut sans merci qui dura 23 jours, 1417 personnes ont été tuées, dont des centaines d'enfants, et plus de 5500 furent blessées. Ces crimes odieux ont été rapportés en détail dans un rapport des Nations-Unies, le rapport Goldstone (3).

Face à une conspiration internationale du silence, la société civile palestinienne, quasi unanimement, a appelé les artistes de niveau international à refuser de se produire en Israël, dans le cadre d'une campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), méthode non violente visant à ce qu'Israël soit tenu responsable de ses violations des normes relatives à l'égalité et aux droits des êtres humains et auxquelles sont coutumières toutes les nations modernes. Votre spectacle en Israël serait un rejet de cet appel qui est celui de tout le mouvement BDS mondial. Un mouvement qui comprend des centaines de vos fans luttant pour la justice pour le peuple palestinien à travers la campagne BDS. L'appel BDS est aussi approuvé par beaucoup de héros anti-apartheid d'Afrique du Sud, tel l'archevêque Desmond Tutu qui a qualifié d'« inadmissible » (4) le spectacle de Cape Town Opera, sud-africain, présenté en Israël au début de cette année.

Une foule de musiciens de renommée internationale a déjà rejoint cet appel en refusant de se produire en Israël, notamment Carlos Santana, Annie Lennox, Faithless, Elvis Costello, les Pixies, Gil Scott Heron, Massive Attack, Leftfield, Gorillaz Sound System, Bono, Snoop Dogg, Jean-Luc Godard, Devendra Banhart. Roger Waters des Pink Floyd, autre icône des années soixante qui se dévoue contre la guerre et l'oppression, a écrit une lettre annonçant son soutien au boycott culturel d'Israël. Il dit que selon son opinion, « ...le contrôle épouvantable et draconien qu'Israël exerce sur les Palestiniens assiégés dans Gaza, et sur les Palestiniens en Cisjordanie occupée, ajouté à son déni des droits des réfugiés à revenir dans leurs foyers en Israël, exige que les gens empreints d'honnêteté à travers le monde soutiennent les Palestiniens dans leur résistance civile, non violente » (5).

Nous vous demandons de rejoindre leur combat, notre combat pour les droits fondamentaux des êtres humains, pour l'égalité et la justice. Il est temps pour le monde d'agir réellement pour que cessent les crimes de guerre d'Israël contre les enfants, les femmes et les hommes ; il est temps pour les personnes de conscience de se placer du bon côté de l'histoire en refusant de cautionner les crimes de guerre de l'État israélien.

Nous, musiciens, chanteurs et artistes palestiniens, ici dans le ghetto de Gaza, nous espérons profondément qu'un jour, nous aurons tous les droits qui nous sont refusés et auxquels tout musicien a légitimement droit, c'est tout ce que nous demandons. Nous ne serons pas parmi le public qui assistera à votre concert à Tel Aviv !

Nous vous exhortons à dire oui à l'appel palestinien pour un boycott de l'Israël de l'apartheid, jusqu'à ce que ce pays respecte le droit international ; nous vous demandons de vous mettre du bon côté de l'histoire et de vous abstenir de divertir un régime qui a commis, et continue de commettre, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Accepterez-vous de revenir sur votre projet ?

Lettre signée par : Mohammed Musa (chanteur) ; Mohammed Shahwan (violoniste); Yousuf Fares (joueur d'oud); Saadullah El Banna (chanteur); Khamis Wafi (musicien); Wael Wafi (musicien); Isam Banna (joueur d'oud); Said Wafi (musicien); Khaled Faraj (chanteur); Mohammed Shaath (violoniste); Mohammed Assaf (chanteur); Fahmy Saqqa (chef d'orchestre) ; Mounir Hallaq (violoniste) ; Jammal Abu Shammala (chanteur) ; Mohammed Ahmed (chanteur) ; Fedaa Jerjawi (chanteur) ; Amjad Masri (tambours) ; Jaber El Hajj (guitariste); Mahmoud Nawajha (joueur d'oud); Belal Shaaer (musicien); Issa Abu Oudeh (tambours) ; Jamal Abu Oudeh (chanteur) ; Khaled Salim (chanteur); Ahmed Musran (Musician); Mohammed Najjar (flutiste); Mohammed Abu Ghalioun (musicien); Fawqi Jawadeh (joueur de kanoun) ; Shadi El Aqqad (musicien); Basem El Haj (tambours); Emad Masoud (chanteur) ; Bassam Abu Jiab (chanteur) ; Fadl Lelli (compositeur) ; Samir Shataly (chorégraphe) ; Ismail El-Agha (musicien) ; Naim Nasr (compositeur) ; Samir Mousa (chanteur) ; Ibrahim Zinaty (musicien) ; Ibrahim Lulu (joueur d'oud) ; Mohammed Abu Eisha (musicien); Basem Shakhsa (chef d'orchestre); Salah Abu Hamad (compositeur) ; Akram Ubaid (directeur) ; Soud Mohanna (directeur) ; Wael Yazji (compositeur) ; Mohammed El Masri (compositeur) ; Hassan Kharoubi (musicien) ; Akram Hassan (chanteur) ; Mohammed Bardawil (joueur d'oud) ; Rami Okasha (chanteur) ; Samir Shatali (chorégraphe) ; Ali Abu Yasin (directeur) ; Zuhair Balbisi (acteur) ; Sami Sattoum (acteur) ; Hassan Khatib (acteur) ; Inas Saqqa (actrice) ; Majeda Taleb (actrice) ; Hazem Abu Humaid (directeur) ; Wael Hajjou (acteur) ; Jawad Harrouda (acteur) ; Said Eid (directeur, acteur) ; Rami Abu Shawish (acteur) ; Mervat Hafez (actrice) ; Hassan Aydi (directeur) ; Abdulnaser Eid (acteur) ; Mohammed Lelli (acteur) ; Fadi Ledawi (acteur) ; Daoud El Haj Ahmed (joueur d'oud) ; Mohammed Abu Sido (directeur); Ahmed Abu Nasr (dramaturge); Mohammed Abu Nasr(dramaturge).

The One Democratic State Group
18 novembre 2011
Traduction : JPP
Info Palestine 20 novembre 2011

Lettre d'artistes de Gaza à Mireille Mathieu

Vous avez chanté autrefois votre complainte des soldats partant en guerre, « En rang, soldats de l'amour », en les exhortant, « Partez au nom de l'amour ». Et pourtant vous projetez d'aller divertir les forces armées israéliennes…

Vendredi 18 novembre 2011
Gaza assiégée, Palestine occupée

Chère Mireille Mathieu,

Nous sommes un groupe d'artistes, musiciens et chanteurs de Gaza. Nous avons appris que vous projetiez de donner un spectacle dans l'Israël de l'Apartheid ! Pour nous cela a été une surprise, considérant vos positions contre la guerre, et une musique qui se voue à dénoncer ce genre d'agressions que nous, Palestiniens, vivons jour après jour sous l'occupation militaire de la quatrième puissance militaire du monde. Vous avez chanté autrefois votre complainte des soldats partant en guerre, « En rang, soldats de l'amour », en les exhortant, « Partez au nom de l'amour ». Et pourtant vous projetez d'aller divertir les forces armées israéliennes qui contrôlent, limitent et abaissent notre existence elle-même, et beaucoup d'entre ces soldats seront dans la foule pour laquelle vous avez l'intention de chanter. En ce moment même, des soldats israéliens commettent en toute impunité toutes sortes de crimes de guerre largement établis contre nous, la population indigène de Palestine.

Nous vous demandons, maintenant, de prendre en considération notre appel à boycotter le seul régime d'apartheid au monde qui nous garde emprisonnés (1). De l'intérieur de ce que les principales organisations pour les droits de l'homme appellent la plus grande prison à ciel ouvert de l'histoire contemporaine, nous vous le disons, il faut que cessent ces cinq ans de blocus d'Israël et ces 63 ans de dépossession et de nettoyage ethnique. D'ici-là, nous comptons sur les personnes de conscience, et notamment les artistes et musiciens, pour prendre position et refuser de se produire en Israël.





Avec le patrimoine de musique et de danse qui est le nôtre et que nous aimons faire vivre en scène, nous sommes privés des instruments, de la possibilité d'accueillir des spectacles internationaux et de faire connaître notre musique à l'étranger

Vous êtes connue comme une personne ayant de la compassion, qui est passée par la pauvreté et les privations ; votre propre mère était une réfugiée. Imaginez alors la vie que nous avons dans Gaza ! Plus des deux tiers d'entre nous sommes des réfugiés reconnus par les Nations-Unies, victimes d'un nettoyage ethnique et jetés hors de nos maisons par la toute nouvelle armée israélienne en 1948, pour aller vivre le reste de notre vie dans le camp de concentration de Gaza. Des millions d'autres réfugiés, vivant en exil, se voient toujours privés de leur droit à revenir dans leur foyer et de revoir leurs êtres chers, à cause de la politique d'Israël qui entrave nos déplacements et de son refus à se conformer au droit international.

Cinq années de blocus continu de la bande de Gaza où nous vivons ont rendu notre existence encore plus insupportable, elles réduisent au minimum les nourritures et les gens qui pénètrent dans Gaza, provoquant de graves pénuries de vivres, de produits de base et de matériaux essentiels comme le ciment, indispensable à la reconstruction des 17 000 maisons détruites par les attaques israéliennes. Nos blessés et nos malades ne sont pas autorisés à aller à l'étranger recevoir toutes sortes de traitements médicaux devenus indisponibles à Gaza : ainsi, 600 malades sont décédés parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de rester dans la bande de Gaza assiégée, où ils vécurent leurs

Suite à la page (19)

De l'Urgence de promouvoir la Culture en Haïti

L'un des rares denrées encore exploitables au profit de la nation

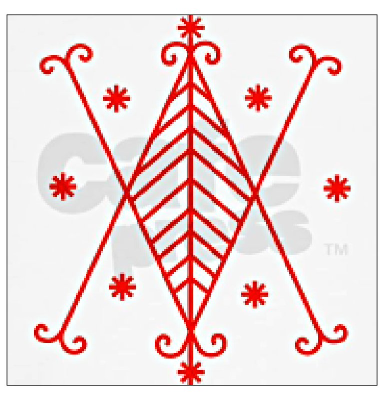
Prince Guetjens

Ctitique d'art

Comme j'ai eu à le mentionner dans la première partie de cet article, aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes condamnés à avoir les coudées franches, ne serait-ce que pour sauver les meubles. Si nous voulons effectivement tirer le pays de l'impasse où il gît depuis plusieurs décennies, il est important de l'empêcher de sombrer totalement au cours de ces cinq prochaines années.

Malgré la désapprobation et la colère, qui caractérisent les moindres prises de position du monde intellectuel haïtien comme, c'est le cas, pour certains technocrates et professionnels, à l'avènement du nouveau président de la république, leurs « conseils, suggestions et connaissances » ne seront pas moins nécessaires à la sauvegarde de ce coin de terre qui est encore « nôtre ».

Il n'y a pas beaucoup d'alternatives pour une renaissance effective d'Haïti en dehors du retour aux sources prôné par Jean Price Mars dans *Ainsi Parla l'Oncle* actualisé, qui devrait bifurquer par une réappropriation de l'École par le peuple, dans l'optique de former des citoyens pour habiter, construire et aimer ce pays. Je parle surtout d'un retour sur les idées forces d'avant 1806 qui préconisaient une Haïti pour tous les haïtiens sans distinction de couleur ou de classe. Le *Ministère de la Culture et de la Communication* est, de mon point de vue, l'outil idéal pour mener à bien ce rêve de refondation de la Nation.



Vèvè Ayizan

Au cours de ces trente dernières années nous avions constaté l'échec du projet républicain des anciens libres de construire un pays dans les limites des grandes villes, particulièrement à Port-au-Prince, en gardant les nouveaux libres (paysans et masses) dans ce qu'ils appellent péjorativement l'arrière-pays (l'en-dehors). Tous les services publics comme : l'Université, les hôpitaux, les impôts, l'immigration et autres étant confinés à la capitale, les habitants de toutes les régions du

Suite à la page (19)